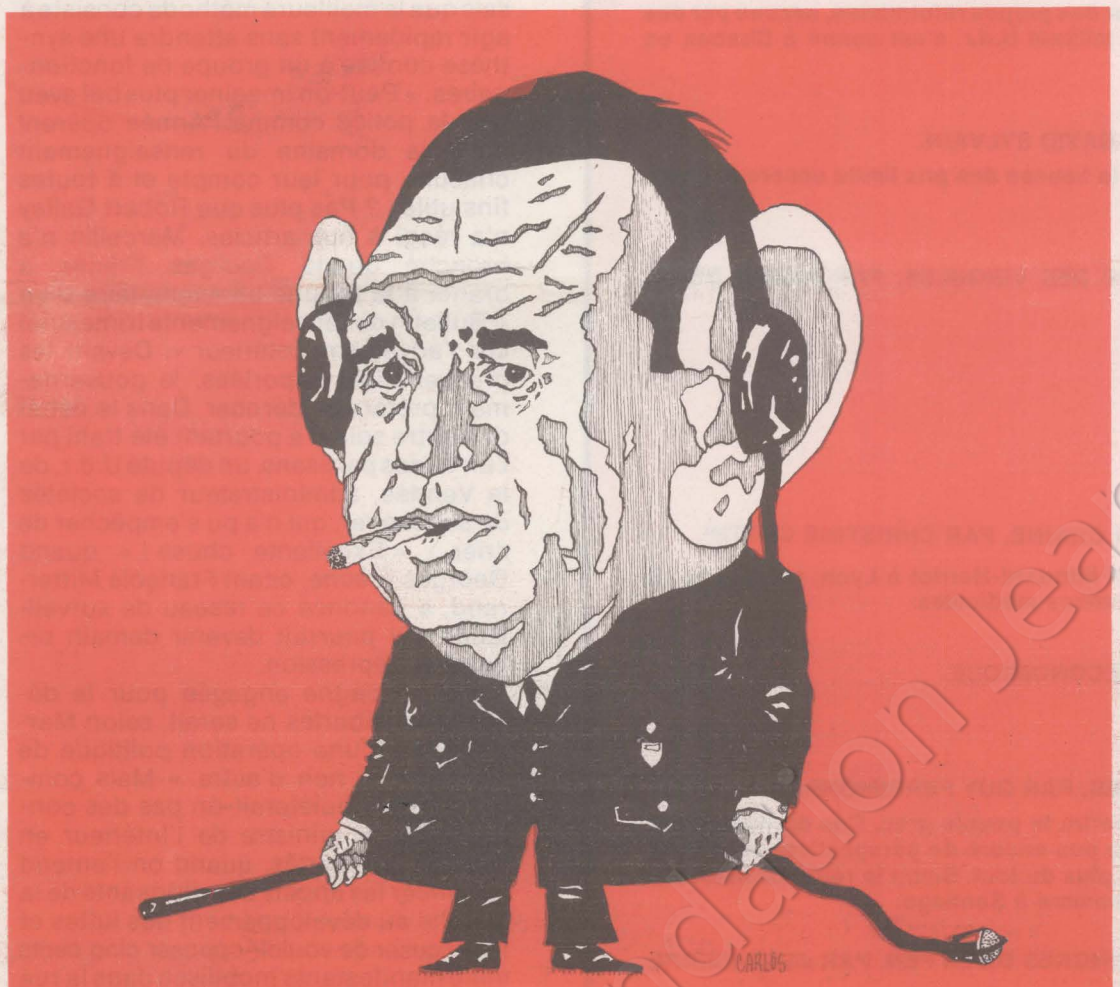
L'unité

N° 86 - 2F 50 — L'hebdomadaire du Parti socialiste — 23 au 29 Novembre 1973



MARCELLIN VEND LA MECHE

Il y a des démentis peu convaincants. Nous le disions la semaine dernière à propos de l'activité de l'Armée et de la police en matière de renseignement. Et c'est bien le cas de celui que le ministre de l'Intérieur, Raymond Marcellin, a voulu opposer lundi, au cours de la discussion de son budget, aux députés socialistes André Delelis, Pierre Joxe et Georges Frèche.

Le groupe socialiste avait, on le sait, déposé deux amendements visant à supprimer les crédits de la police, ceci afin d'obtenir du ministre des explications au sujet du Groupement interministériel d'exploitation du renseignement (G.i.e.r.). Répondant à Georges Frèche, qui citait notamment les informations publiées ces dernières semaines par « l'Unité », Marcellin a été contraint de reconnaître que la création de ce groupement avait bien été envisagée en 1970, comme l'a écrit le général Beauvallet, ancien secrétaire général de la Défense nationale. Il devait réunir les représentants de divers ministères, afin d'estimer en permanence la « menace intérieure » venant des syndicats, des partis d'opposition, des étudiants, des étrangers. L'arrêté ministériel nécessaire pour créer effectivement le G.i.e.r.

Un aéroport en or massif

GRECE Z

Avant le congrès de la Fen

Collection Jean-Jaurès

Sommaire

3 **PARTI SOCIALISTE : UNE CRISE DE CROISSANCE, PAR ANTOINE VIOLET.**
Le P.s. dira dans un mois comment il conjugue Europe et socialisme.

4 **EDITORIAL : LA DIFFERENCE, PAR CLAUDE ESTIER.**

5 **U.D.R. : « J'AI DEUX AMOURS », PAR JEAN-LOUP REVERIER.**
Aux Assises de Nantes, bercé par des propos réformistes, secoué par des accents d'autorité, le cœur du militant U.d.r. s'est donné à Chaban en oubliant Pompidou.

6 **PRIX : GISCARD ASSIÉGÉ, PAR DAVID SYLVAIN.**
L'offensive de la gauche contre la hausse des prix limite encore le choix du ministre des Finances.

7 **BUDGET : CHANGER PLUS QUE DES VIRGULES, PAR ANDRE BOULLOCHE.**

8 **CHANGER LA VIE POLITIQUE.**

9 **INFIRMIERES : L'HOPITAL A LA CHAINE, PAR CHRISTINE COTTIN.**
Jacqueline, infirmière à l'hôpital Edouard-Herriot à Lyon, raconte la vie quotidienne au pavillon des urgences médicales.

11 **CHANGER LA VIE SOCIALE ET ECONOMIQUE.**

12 **GRECE : LE CHEMIN DES STADES, PAR GUY PERRIMOND.**
Six ans de dictature n'ont pu abattre le peuple grec. Ces derniers jours prouvent que si la résistance n'a pas encore de perspectives claires, le pouvoir des colonels, lui, n'en a plus du tout. Sinon la répression féroce qui s'abat et remplit les stades comme à Santiago.

14 **ENSEIGNEMENT : AVANT LE CONGRÈS DE LA FEN, PAR JEAN-PIERRE MOULINS.**
Deux militants socialistes, également militants de la Fen, mais appartenant à des tendances différentes, apportent des éléments au débat qui va s'ouvrir au Congrès de la Fen.

16 **LIVRES : GRAMSCI, DE TOUTE URGENCE ! PAR JEAN MONTAGNARD.**
Partisans et artisans d'une solution socialiste française doivent relire Gramsci de toute urgence.

18 **CHANGER LA VIE CULTURELLE.**

19 **DOCUMENT : UN AEROPORT EN OR MASSIF, PAR CLAUDE FUZIER.**
En mars prochain, la ronde de Roissy va commencer. Dans dix ans, un avion atterrira ou décollera toutes les 31 secondes, de jour comme de nuit. Et pourtant l'Etat a laissé se développer des surfaces d'habitation à proximité de l'aéroport, sans pour autant prévoir les problèmes de circulation.

24 **DE A JUSQU'A Z, PAR HENRI-FRANCOIS REY.**

PHOTOS ET DESSINS

A.f.p. (pages 12-21). Barrigues (pages 13-16). Carlos Brito (page 1). Jean-Pierre Coureuil (pages 6-19). Fotolib (pages 9-11). Pascal Lebrun (page 5). Sabadel (page 10). Teich (page 8).

MARCELLIN VEND LA MECHE

→

n'aurait jamais été pris. Non pas parce que cet organisme serait en contradiction avec les principes démocratiques les plus élémentaires, mais simplement, ce sont les propres paroles de Marcellin, « parce qu'il serait trop lourd et peu efficace ».

« Ayant une certaine expérience du renseignement, a ajouté le ministre, je sais que la meilleure méthode consiste à agir rapidement sans attendre une synthèse confiée à un groupe de fonctionnaires. » Peut-on imaginer plus bel aveu que la police comme l'Armée opèrent dans le domaine du renseignement chacune pour leur compte et à toutes fins utiles ? Pas plus que Robert Galley n'a réagi à nos articles, Marcellin n'a bronché quand Georges Frèche a brandi à la tribune un exemplaire d'un « Bulletin de renseignements trimestriel sur l'adversaire intérieur ». Devant les preuves ainsi apportées, le gouvernement préfère se dérober. Dans le débat de l'autre soir, il a pourtant été trahi par l'un de ses partisans, un député U.d.r. de la Vendée, administrateur de sociétés de son métier, qui n'a pu s'empêcher de crier : « Excellente chose ! » quand Georges Frèche, citant François Mitterrand, a dénoncé ce réseau de surveillance qui pourrait devenir demain organe de répression.

La campagne engagée pour la défense des libertés ne serait, selon Marcellin, « qu'une opération politique de diversion et rien d'autre. » Mais comment ne s'inquiéterait-on pas des conceptions du ministre de l'Intérieur en matière de libertés, quand on l'entend dénoncer les appels des dirigeants de la gauche au développement des luttes et les accuser de vouloir opposer cinq cents mille manifestants mobilisés dans la rue à trente millions d'électeurs ? Comme si ces trente millions pensaient tous de la même manière que Marcellin ! Comme si 46 % des 24 millions qui ont effectivement voté le 4 mars dernier ne s'étaient pas prononcés pour ces partis de gauche qui sont l'objet de la haine du ministre de l'Intérieur ?

Venant après d'autres, ces propos, qui ne dénotent guère par ailleurs une grande intelligence politique, ne font que confirmer la singulière conception de la démocratie qui est celle du Pouvoir actuel. Que peuvent valoir les démentis de Marcellin alors que, pendant des années, le même et ses prédécesseurs ont nié l'existence d'écoutes téléphoniques illégales, dont la commission d'enquête du Sénat vient d'établir la réalité dans 99 % des cas ? Que peuvent valoir les démentis de Galley, alors que les documents prouvant le rôle politique que l'on veut faire jouer à l'Armée sont produits devant tous les députés ?

Nous sommes de plus en plus convaincus que notre campagne, loin d'être une opération de diversion, a bien touché un point sensible. C'est une raison de plus pour que nous soyons bien décidés à la poursuivre.

■

Parti socialiste

LA CRISE DE CROISSANCE

Le P.s. dira dans un mois comment il conjugue Europe et socialisme.

Lorsque les 81 membres du Comité directeur se retrouvent ce samedi matin 17 novembre, salle des Agriculteurs, l'atmosphère, comme on dit, est empreinte de gravité. Mais ce n'est pas un cliché. A tous les niveaux du Parti, l'annonce répercutée par la presse et la radio dans la journée de vendredi — avec, souvent, une volonté de dramatisation — que François Mitterrand mettait en jeu sa responsabilité de Premier secrétaire, a provoqué un véritable choc émotionnel. Dès vendredi soir et plus encore samedi matin, des télégrammes arrivent de nombreux départements demandant à Mitterrand de demeurer à son poste.

Quand Albert Gazier, qui préside le Comité directeur, ouvre la séance, François Mitterrand est assis à sa droite. Il demande aussitôt la parole.

« Il n'est pas bon, dit-il, que le Parti socialiste connaisse une crise. J'en mesure d'autant plus les effets que nous avons pu constater à quel point les divisions de la majorité ont contribué à son discrédit actuel. J'ai ma part de responsabilité dans cette crise et je veux m'en expliquer. Il ne s'agit pas d'un problème de majorité dans le Parti, mais d'un problème de responsabilité dans l'application de son programme face aux grandes options proposées au pays. S'il y a une ambiguïté dans le programme socialiste, il faut en débattre, car il est nécessaire que nous ayons une politique claire sur les grands problèmes fondamentaux. »

François Mitterrand exprime alors sa pensée sur ce problème de l'Europe qui a provoqué la crise à la suite du Bureau exécutif du 14 novembre : « L'Europe des Neuf existe. Nous sommes tous d'accord pour considérer qu'elle ne doit pas rester ce qu'elle est. Mais il faut bien la prendre telle qu'elle existe. Je pose la question : si nous sommes demain au gouvernement, quitterons-nous l'Europe des Neuf ? Certains raisonnent comme si l'arrivée d'un gouvernement de gauche en France était suffisante pour bouleverser d'un seul coup l'ordre des choses en Europe. C'est un raisonnement qui risque de conduire à de graves déboires.

« L'Europe des Neuf est donc le fait politique autour duquel nous organisons notre démarche. Ce n'est pas seulement un fait, mais c'est aussi une volonté des socialistes. En 1949, dans les circonstances de l'époque, c'était un facteur de liberté, de survie et de sécurité pour la France, même si le projet comportait d'immenses dangers. De toute façon, on ne peut pas en rester, en 1973, au projet de 1949. La situation mondiale a heureusement changé. Mais l'Europe demeure un facteur d'indépendance politique, économique, au moins à terme, en même temps qu'un facteur de paix et de sécurité collective.

« Il existe dans la Communauté des Neuf des masses organisées dont la dynamique constitue un relais considérable pour développer les luttes que nous menons. Il faudra un jour couper le cordon ombilical avec l'impérialisme américain. Mais il faut avoir défini auparavant un autre système de sécurité. L'Europe des Neuf n'est pas un fait définitif.

« La présence des socialistes français à tous les niveaux de l'Europe des Neuf est nécessaire pour qu'elle parvienne un jour à l'indépendance, qu'elle reste ouverte à d'autres pays, afin d'éviter les contours qui ont été dessinés à Yalta et afin qu'elle devienne socialiste. Il s'agit de contribuer à la naissance d'un pouvoir capable d'affronter le capitalisme international, représenté par les sociétés multinationales, ce qui suppose un renforcement des liens entre les partis et les syndicats de l'Europe des Neuf. C'est la raison pour laquelle le Bureau exécutif a décidé d'envoyer des délégués du Parti dans les huit autres capitales de la Communauté. » (1)

François Mitterrand explique alors qu'il ne peut accepter que les décisions prises soient constamment remises en cause. Il s'élève contre ceux qui cèdent à la frénésie et à ce que Marx appelle l'« idéalisme politique » et qui est le pire des maux qui puisse atteindre le socialisme.« S'il faut constamment délibérer, ajoute-t-il, cela veut dire que je n'ai plus votre confiance. Je ne peux plus, dans ces conditions, assumer une fonction avec laquelle je n'ai nullement l'intention de faire corps. »

D'un bout à l'autre, les membres du Comité directeur ont écouté avec une attention soutenue cet exposé prononcé d'un ton calme, sans aucun effet d'éloquence. Pierre Mauroy prend la parole à son tour pour lire la lettre de démission que François Mitterrand lui a adressée jeudi matin. Il précise que si cette démission était maintenue, le secrétariat tout entier serait démissionnaire. Mais il propose que ce problème de l'Europe soit soumis au Parti, qui est seul juge ; que la convention nationale prévue pour les 15 et 16 décembre soit donc transformée en congrès extraordinaire ; et qu'en conséquence le Comité directeur renouvelle sa confiance à François Mitterrand et refuse sa démission.

Le débat s'ouvre aussitôt. Seize intervenants se succèdent : Yves Durand, Arthur Notebart, Henri Delisle, Gilles Martinet, Didier Motchane, Eric Hintermann, Gérard Jaquet, Charles Hernu, Alain Savary, Claude Estier, Jean Poperen, Daniel Percheron, Dominique Taddeï, Georges Sarre, Pierre Joxe, Lionel Jospin. Ils partent de considérations différentes, mais à part le représentant de la minorité Bataille socialiste, qui entend garder ses distances, tous apportent leur soutien à la proposition Mauroy, le seul souci exprimé par plusieurs étant que le Congrès extraordinaire soit exclusivement consacré aux problèmes européens et ne se transforme pas en référendum.

→

5000 abonnés nouveaux

Nous pouvons dresser aujourd'hui un premier bilan de la campagne que nous avons lancée il y a cinq semaines en inaugurant la nouvelle formule de « l'Unité ». Disons tout de suite que ce bilan est extrêmement satisfaisant et dénote l'accueil favorable que reçoit le journal. Les premiers résultats qui nous sont communiqués par les N.m.p.p. indiquent que la vente au numéro a augmenté d'environ 20 % à Paris. Des sondages effectués en province traduisent une progression du même ordre.

Depuis le 12 octobre, la vente militante s'est également accrue de façon importante. Des ventes massives ont été faites à l'occasion des enquêtes que nous avons publiées notamment sur Moulins, Laval, le Var, Lyon, Brest... Elles ont contribué à faire connaître le journal à de nouvelles catégories de lecteurs.

Quant à la campagne d'abonnements spéciaux, elle connaît un succès qui dépasse nos espérances. A la fin de la semaine dernière, nous avions reçu près de 5 000 abonnements nouveaux, soit une moyenne hebdomadaire d'environ 1 200. Si bien que nous avons d'ores et déjà dépassé le cap des 15 000 abonnés. Et les abonnements continuent à nous parvenir au même rythme. Devant ce succès, nous avons décidé de prolonger notre campagne jusqu'au 15 décembre, afin de laisser plus de temps à ceux qui ont entrepris de recueillir autour d'eux des abonnements de 15 semaines à 25 francs.

La sympathie que nous rencontrons ainsi est, pour nous, l'encouragement le plus précieux. Elle confirme que l'hebdomadaire national du Parti socialiste a sa place parmi les grands organes politiques. Nous remercions tous ceux qui nous aident dans l'effort entrepris. Nous leur demandons de le poursuivre avec nous pour gagner encore à « l'Unité » plusieurs milliers d'abonnés et assurer ainsi sa sécurité financière.

A ce propos, nous avons souligné la semaine dernière que nous étions pratiquement le seul hebdomadaire politique à n'avoir pas augmenté notre prix de vente. Les charges nouvelles, et considérables, qui pèsent sur le papier et sur la fabrication nous contraindront vraisemblablement à le faire prochainement. Nous en informerons nos lecteurs auparavant.

Répétons enfin que l'afflux actuel des abonnements provoque un certain retard dans leur mise en service. Nous nous en excusons auprès de nos nouveaux abonnés. Il va de soi que le journal leur sera adressé pendant 15 semaines ou 52 (s'il s'agit d'un abonnement d'un an) à partir du premier numéro reçu.

L'UNITE

Editorial

La différence

Il est tentant de mettre en parallèle ce qui s'est passé à la fin de la semaine dernière, d'une part, au Parti socialiste, d'autre part, à l'U.d.r. Ce sont deux des trois grandes formations qui dominent la vie politique française et il est normal que ce qui se passe chez l'une et chez l'autre retienne l'attention.

Mais là s'arrête le rapprochement.

Le Parti socialiste vient donc de traverser une crise ? Le mot lui-même est sans doute exagéré compte tenu de la rapidité avec laquelle elle a été surmontée. De toute manière, si crise il y a eu, il s'agit bien d'une crise de croissance, c'est-à-dire de l'ensemble des problèmes que posent à une formation politique une progression rapide, l'arrivée en son sein de plusieurs dizaines de milliers de nouveaux adhérents d'origines parfois très diverses, une vie démocratique fondée sur l'existence reconnue de courants qui ont chacun la volonté de s'exprimer. Sans doute cela rend-il, par moments, difficile le « gouvernement » du parti mais c'est aussi ce qui fait sa force, sa vitalité et, en définitive, son audience auprès d'une opinion publique peu portée elle aussi à des raisonnements schématiques et manichéens. Et cette même opinion ne peut qu'être frappée de la franchise avec laquelle le Parti socialiste pose le problème général de ses responsabilités devant le pays à partir des choix qu'il lui a proposés en mars dernier dans le cadre de son propre programme et du programme commun de la gauche.

Toute autre est la démarche de l'U.d.r. Les Assises de Nantes qui, pendant trois jours, ont beaucoup plus ressemblé à un meeting qu'à un Congrès, n'ont osé aborder de front aucun des vrais problèmes qui se posent aujourd'hui à la France. On a mesuré à l'applaudimètre la popularité de Debré, de Chaban-Delmas, de Messmer et de quelques autres. Mais on a peu parlé de l'inflation et de la hausse des prix, de la non-application du programme de Provins, des menaces que fait peser sur les libertés la politisation de l'armée et de la police, de la réforme constitutionnelle ratée de Pompidou, de l'Europe (en dehors d'une tentative de Chaban-Delmas), de la position de la France vis-à-vis du fascisme au Chili, etc.

L'U.d.r. proclame son unité. Mais elle applaudit successivement l'ouverture pronée par Chaban et le gaullisme « dur » dont Debré reste le chantre. Elle frissonne quand on lui parle de participation mais plus encore quand elle entend les appels à l'autorité et à la sanction. Elle voudrait être un parti libéral alors qu'elle n'est, en profondeur, que le rassemblement de tous les conservatismes.

Sans doute, les plus lucides de ses dirigeants, Alexandre Sanguinetti ou Jacques Chaban-Delmas, sentent-ils qu'à s'identifier ainsi à une politique de droite, l'U.d.r. ne risque pas de voir s'arrêter l'hémorragie qui lui a fait perdre en mars dernier des centaines de milliers de suffrages au profit de la gauche. Mais comment recréer un choc psychologique chez les électeurs gaullistes désenchantés, alors que l'Elysée accumule les erreurs, que la tension grandit avec les alliés et d'abord avec Giscard d'Estaing, que la situation économique et sociale s'aggrave et que, par dessus tout cela, quoi qu'on en dise, la course à la Présidence de la République est bel et bien ouverte au sein de la majorité ?

François Mitterrand a exprimé un sentiment fort répandu quand il a affirmé que « la France n'est pas gouvernée ». Pierre Messmer à Nantes n'a su lui répondre que par des injures qui montrent au passage comment la majorité conçoit le rôle de l'opposition. Sur ce plan aussi, les Français peuvent faire la différence.

CLAUDE ESTIER

LA CRISE DE CROISSANCE

→

Le texte de la proposition est ainsi modifié. Le souhait exprimé par Jean-Pierre Chevènement que le Congrès extraordinaire soit reporté de quelques semaines n'est, en revanche, pas retenu. Avant que l'on passe au vote, François Mitterrand reprend la parole. Il résume sa pensée sur l'Europe et insiste sur le fait que sa démission n'est pas un chantage :

« Je ne demande pas votre confiance sur l'avenir, mais sur le présent. J'accepte que vous refusiez ma démission, mais seulement si vous êtes d'accord sur l'explication que j'ai donnée quant à la façon de concevoir la politique du Parti sur l'Europe. »

Les paramètres

Le texte de Pierre Mauroy est voté à l'unanimité, moins les six abstentions des représentants de la Bataille socialiste.

Il ne reste plus à François Mitterrand qu'à repondre aux questions des journalistes : « Il est préférable qu'il n'y ait pas de crise, mais s'il y en a une, il vaut mieux la surmonter en abordant clairement et franchement les problèmes posés plutôt que de tenter de la dissimuler comme le fait aujourd'hui la majorité. Pour ma part, je n'agis pas sur des humeurs. Mais je considère que l'action du Parti socialiste est fondée sur plusieurs paramètres. Le premier, c'est l'union de la gauche. Si le Parti socialiste l'avait refusée, je ne serais pas resté premier secrétaire.

« Le second, c'est l'union avec les radicaux de gauche, qui représentent les classes moyennes. Si les socialistes avaient voulu s'isoler, alors je me serais écarté.

« Troisièmement, il y a le paramètre européen, c'est-à-dire la transposition des luttes au niveau de l'Europe : paramètre qui est important pour moi comme pour tous ceux qui m'entourent.

« La leçon a été réciproquement entendue. Les socialistes doivent être dignes de l'attention que le pays leur prête, et c'est ainsi que je souhaite que mes amis m'entendent. »

La crise est donc surmontée et c'est bien ce que la presse de lundi matin sera cette fois unanime à reconnaître. Dès dimanche, Pierre Mauroy a tiré la leçon de l'événement en soulignant qu'il s'agit typiquement d'une crise de croissance : « Les progrès d'un parti qui est passé en deux ans de moins de 70 000 adhérents à plus de 105 000 aujourd'hui se sont faits dans un bouillonnement d'idées qui ne peut pas ne pas amener quelques problèmes. »

Même s'ils sont parfois délicats à résoudre, les problèmes de croissance sont toujours préférables, pour un parti, à ceux qui naissent de son déclin.

ANTOINE VIOLET

---

(1) Ces délégués seront Pierre Mauroy à Bonn, Gaston Defferre à Rome, Alain Savary à Londres, Gérard Jaquet à La Haye, Robert Pontillon à Bruxelles, Lionel Jospin à Dublin, Gilles Martinet à Copenhague et Jean Poperen à Luxembourg.

« J'AI DEUX AMOURS »

Bercé par des projets réformistes, secoué par des accents autoritaires, le cœur du militant U.d.r. s'est donné à Chaban.

U.d.r

De notre envoyé spécial

Il y a eu des discours. Des applaudissements. Tout cela, au Palais de la Beaujoire, à Nantes, a sans doute mis du baume au cœur des 5 000 ou 6 000 militants gaullistes venus quêter assurance et réconfort aux 6e Assises de l'U.d.r., réunies de vendredi à dimanche derniers. Mais cela n'a pas suffi à dissiper les interrogations soulevées durant ces trois journées.

Récupérer des électeurs à gauche, par la définition d'une nouvelle politique « plus sociale », et désigner un véritable leader en cas de retrait de Georges Pompidou — en 1976 ou même avant — tel était le double objectif. C'est que l'état de santé du président de la République et ses dernières erreurs politiques — comme l'échec du projet de révision constitutionnelle — ne laissaient pas d'inquiéter le premier parti de la majorité. D'autant que ce parti, qui se veut un mouvement, a laissé des plumes aux dernières élections législatives, ne perdant pas moins de 18 % de ses électeurs. Et il lui faut, sinon les reconquérir, du moins arrêter cette hémorragie.

Il était d'autant plus difficile d'y voir clair que les militants U.d.r. n'ont pas hésité à applaudir tour à tour les propos dissonnants, sinon contradictoires, de Jacques Chaban-Delmas, Michel Debré et Pierre Messmer, entre autres. Interrogé sur ce point, Alexandre Sanguinetti, le secrétaire général de l'U.d.r., a expliqué que les militants de son parti sont portés par des mouvements du cœur et de la raison, incompréhensibles à qui n'est pas gaulliste. Voire...

Deuxième édition

Après tout, les accents d'autorité pas plus que les propos réformistes entendus à Nantes ne constituent une nouveauté. Du R.p.f. à la « nouvelle société », le gaullisme a toujours présenté un double visage. Au gré des circonstances et des inquiétudes électorales, ses chantres en font reluire l'une ou l'autre facette. Mais, à Nantes, l'une et l'autre ont été également ovationnées. Rien là de bien mystérieux. Ouvrant ces trois journées d'« études », Olivier Guichard en a dès l'abord donné le ton. « Le grand dessein de notre société, dit-il, c'est l'unité sociale ». Thème cher à Chaban-Delmas, qui effectuait sa rentrée politique. Personne n'en a d'ailleurs été surpris. Soigneusement orchestrée, cette rentrée avait, en effet, été annoncée « en aparté » à tous les journalistes. Reprenant son propos là où il l'avait interrompu quand Pompidou l'avait remplacé par Messmer, le 6 juillet 1972, Chaban-Delmas propose une deuxième édition de sa « nouvelle société » où concertation, participation et politique contractuelle doivent permettre la grande réconciliation du Capital et du Travail, de l'ouvrier et de son patron.

Le propos n'est pas nouveau. Les travailleurs ont déjà eu l'occasion d'en juger. N'y a-t-il pas 9 000 entreprises et 4 millions de salariés concernés aujourd'hui par la participation ? Or, le résultat est maigre... pour les salariés. Six années d'intéressement aux résultats de leur entreprise leur donneront grassement droit, dès l'an prochain, à toucher 350 F. C'est que l'intéressement repose sur les bénéfices déclarés des entreprises. Et celles-ci ont toute latitude pour les réduire au niveau du bilan. Quand elles ne se déclarent pas purement et simplement déficitaires. Quant à l'actionnariat ouvrier, il demeure facultatif. Dans les deux cas, il s'agit d'inciter les travailleurs à produire plus et mieux. S'ils sont gentils et conciliants, s'ils ne font pas de grèves qui se répercutent en baisse au niveau de la production, l'entreprise leur versera généreusement le petit quelque chose qui leur revient. Et n'allez pas dire que c'est bien peu. Car, comme l'a souligné Guichard, « plus que l'égalité des revenus, la société veut l'égalité dans la dignité. »

Noble propos qui masque mal les disparités scandaleuses des revenus dans notre pays. Chaban-Delmas, qui ne reconnaît pas la lutte des classes, est cependant bien obligé de constater la persistance d'injustices criantes. Plus habile et plus libéral que nombre de ses compagnons, il a proposé d'y remédier par un « pacte national ». Et de concrétiser la réconciliation de tous les Français en inscrivant au 7e Plan « la disparition définitive de la pauvreté ». C'est être bien confiant. Plus en tout cas que le gaulliste Jean-Claude Servan-Schreiber, par exemple, qui s'est inquiété à la tribune de la possibilité de poursuivre l'expansion économique face à l'inflation persistante.

Pompidou absent

Le discours de Chaban-Delmas a été salué de deux minutes d'applaudissements nourris. L'U.d.r. a la mémoire courte. N'avait-elle pas manifesté un réel soulagement lors du remplacement de Chaban-Delmas par Messmer ? Est-ce à dire qu'en applaudissant le projet de « nouvelle - ancienne » politique de l'ancien Premier ministre, les militants gaullistes ont voulu désavouer l'actuel gouvernement Messmer ? Peut-être un peu, mais ce n'est pas seulement cela. Les applaudissements allaient surtout à l'homme en qui ils voient le meilleur candidat susceptible de les maintenir dans le camp de la majorité.

Nécessité fait loi. L'U.d.r. vient, en tout cas, d'en fournir une démonstration évidente en se rassemblant derrière Chaban-Delmas. Il semble d'ailleurs que ses propos, ceux d'un homme d'Etat prêt aux plus hautes fonctions, aient partiellement échappé aux militants gaullistes. En particulier ceux se rapportant à l'Europe. Incitation de l'Elysée ? Flair politique ? Sans doute ces deux raisons se sont-elles combinées pour inciter Chaban-Delmas à attaquer son discours sur le thème d'un exécutif européen et d'une

→



Jacques Chaban-Delmas.



Michel Debré.

«J'AI DEUX AMOURS»



défense européenne propre et autonome, « fût-ce au sein d'une alliance ».

Or, Debré a défendu, avec succès, une thèse souvent différente, parfois même opposée. Il s'est tout d'abord attaqué à une certaine fuite vers l'Europe devant l'inflation : « Dire : il faut une action internationale, alors que la surinflation est pour une large part d'origine nationale et qu'aucun de nos partenaires n'a intérêt à la combattre à notre place... une telle attitude n'est pas raisonnable. » Valéry Giscard d'Estaing n'est pas seul visé par ces propos. Ils éclairent d'un jour intéressant les nouvelles motivations européennes de la diplomatie française.

Pour Debré, c'est d'ailleurs une question de fidélité au principe gaullien d'indépendance nationale : « Vouloir une France prisonnière dans une Europe dépendante n'est pas affaire de circonstances.C'est de l'anti - de Gaulle. » Plus loin : « Ayons une diplomatie aux mains libres. Ayons notre système national de défense. » La contradiction est évidente, mais n'a pas paru gêner les délégués. Ceux-ci ont fait une véritable ovation — un peu plus longue que pour Chaban — au discours de Debré. L'ancien ministre de la Défense nationale est de toute évidence resté très populaire au sein de l'U.d.r. Sans doute a-t-il laissé passer sa chance de se faire plébisciter président, sinon de l'U.d.r. — ce dont ne veut pas l'Elysée — du moins de son Comité central. Il n'en a pas moins offert explicitement ses services.

Ce discours, dont les préoccupations sociales n'étaient pas absentes, a également frappé par ses appels à l'autorité de l'Etat et au durcissement : « Que nos consuls veillent ! L'esprit de l'Etat risque de vaciller sous les coups répétés de syndicalismes et de corporatismes dont l'audace devient abusive. »

Au cours de ces trois journées, une chose est apparue flagrante. Le président Pompidou est étonnamment absent des préoccupations de l'U.d.r. Sans doute avait-il délégué à Nantes « son porte-parole », Jacques Chirac, pour déclarer : « La clé de voûte de nos institutions, le support de notre action, c'est le président de la République. Toute mise en cause de son autorité, c'est la négation du gaullisme et le retour au régime des partis ». Mais le courant n'est pas passé.

Chirac n'était pourtant pas venu seul. Il était accompagné de Marie-France Garaud et de Pierre Juillet, les deux plus proches collaborateurs de Pompidou. Et ceux-ci auraient bien aimé que la télévision fasse une plus large part à Chirac qu'à Chaban-Delmas au cours de ses retransmissions. Mais — est-ce un signe ? — il n'en a rien été. Et les conseillers de l'Elysée ne présentaient pas un visage radieux.

Autorité, démagogie

Dans son discours de clôture, Messmer a fait une dernière tentative pour que soit acclamé le nom du Président : « N'oubliez pas que c'est dans l'union que réside notre force et la valeur du soutien que, sans défaillance, nous apportons à Georges Pompidou ». Mais, devant la discrétion des applaudissements, il s'est empressé d'enchaîner. Et ses propos les plus frénétiquement applaudis ont porté sur les sanctions et la sévérité : « A ceux qui trouvent que nous ne sommes pas assez sévères, je réponds que, si nécessaire, je suis très disposé à l'être plus. » A quoi faisait écho Alain Peyrefitte déclarant : « De toutes les pollutions, la pollution idéologique est celle dont on protège le moins notre environnement : elle est diffusée par l'école, le lycée, l'université, quelquefois même l'Eglise. » Pour être complet, il faut ajouter la dénonciation des syndicats, alors que les

Giscard assiégé

Syndicats et partis de gauche décident une grève générale le 6 décembre, Pompidou, au Conseil des ministres, réclame un plan d'ensemble contre l'inflation. Autant d'avertissements sérieux pour Giscard d'Estaing dont l'horizon vient soudain de s'obscurcir.

Le ministre de l'Economie et des Finances a appris en Malaisie que son collègue de l'Agriculture avait apaisé le mécontentement des détaillants en fruits et légumes en leur promettant peu ou prou un assouplissement de la taxation de leurs marges commerciales.

Cela équivalait presque à un désaveu, puisque Giscard d'Estaing avait affirmé catégoriquement avant son départ qu'il ne reviendrait pas sur cette mesure.

On imaginait cependant qu'à son retour, le ministre des Finances montrerait un grand cœur face à cette mauvaise fortune. Il n'en a rien été. Dès mardi, il a confirmé le maintien des mesures décidées.

Face à la promesse de Chirac selon lequel les contrôles sur le commerce devaient être effectués avec « la plus grande souplesse », Giscard d'Estaing affirme que la législation sera appliquée, en évitant cependant « toute méthode brutale ou inquisitoriale ». Avec son sens habituel de la litote, il déclare que les réactions des commerçants ont été « excessives et déraisonnables ».

S'est-on partagé les rôles au sein du gouvernement (Chirac pour rassurer, Giscard pour agir) ou le ministre des Finances joue-t-il un jeu personnel ? Cette seconde hypothèse traduirait une crise grave dans la coalition majoritaire. Le délai de quelques jours que s'est accordé le ministre des Finances pour recevoir les représentants des commerçants permettra sans doute de trancher.

Quoi qu'il advienne, les péripéties qui accompagnent cette affaire de taxation risque de mettre définitivement en fureur à l'égard de Giscard d'Estaing toute une partie de son électorat traditionnel.

Mais c'est avec l'ensemble du pays qu'il pourrait bientôt se brouiller. L'homme politique le plus coté de nos sondages pourrait voir en effet son indice de popularité décrocher de quelques crans.

La hausse des prix prend des proportions démesurées ; on parle de 1,2 % d'augmentation de l'indice officiel des prix en octobre, et cet indice est lui-même sujet à caution.

Le drame de Giscard, c'est qu'à force d'avoir usé de tous les artifices et de toutes les astuces pour dissimuler la hausse des prix et pour utiliser l'inflation au profit de sa politique, sa panoplie de combat est largement dégarnie.

En outre, la marge de manœuvre du ministre des Finances se rétrécit chaque jour.

La grève du 6 décembre

La journée d'action contre la vie chère le 6 décembre, marquée par une grève générale à laquelle appellent les syndicats (C.g.t., C.f.d.t., Fen) et les partis de gauche (P.s., P.c., radicaux de gauche et P.s.u.) devrait amener le gouver-

supporters de la C.f.t. ont beaucoup fait entendre leur voix.

La nature de cette pollution ? C'est on s'en doute le marxisme dont les communistes et les socialistes sont les porte-parole. C'est ainsi que Messmer — tout comme les autres orateurs — s'en est longuement pris aux signataires du programme commun. Ces attaques montraient bien l'inquiétude croissante soulevée dans les rangs de la majorité par l'audience toujours plus forte du Parti socialiste.

Alors que ces Assises étaient destinées, comme l'a affirmé Sanguinetti, à prolonger le programme présenté par le Premier ministre à Provins, ce dernier n'a pas hésité à dénoncer les prétentions de la gauche à vouloir « actualiser » son programme. Comprenne qui pourra ! Quant à l'alternance démocratique, l'U.d.r. ne l'accepte pas. Comme en témoignent les applaudissements nourris qui ont salué ces propos de Messmer : « M. Mitterrand montre ses dents de loup affamé de pouvoir. »

Entre le réformisme et le conservatisme, le choix de l'avenir ou du passé, le libéralisme et l'autoritarisme, l'U.d.r. a balancé. Egalement attirés par tous ces choix — plus complémentaires que contradictoires — ses militants les ont acceptés en bloc, par l'effet d'une synthèse pour le moins audacieuse. Leur seule certitude tient dans un vœu fondamental : rester unis dans la majorité, derrière des chefs tenant le langage de l'autorité, du nationalisme et de la démagogie sociale. On songe à d'autres lieux, en d'autres temps. C'est rien moins qu'inquiétant pour l'avenir de notre démocratie.

JEAN-LOUP REVERIER

nement à écarter toute police des salaires, au moins provisoirement et à ne pas retenir la proposition de François Ceyrac, président du C.n.p.f. de geler le niveau de vie des Français pendant six ou huit mois.

A force d'avoir tablé sur un providentiel ralentissement spontané de l'inflation (de plus en plus improbable du fait de la crise pétrolière) Giscard d'Estaing risque de n'avoir plus qu'une seule chose à faire : la politique de déflation que réclame Michel Debré.

Déjà, le ministre des Finances amorce une manœuvre en ce sens. Après avoir déclaré qu'il ne ferait jamais la politique de Laval (un bluff de plus ?) il déclarait mardi : « Le refus de toute participation, de toute discipline obligerait à recourir aux moyens globaux de ralentissement de l'économie ce que j'essaie d'éviter depuis l'origine ».

La menace est à peine voilée ; on comprend cependant que Giscard d'Estaing hésite à se lancer dans une telle aventure. Il y jouerait sa carrière politique personnelle et peut-être davantage.

Qui ne se souvient que, il y a juste dix ans, un jeune ministre des Finances nommé Giscard d'Estaing lançait un plan de stabilisation de sinistre mémoire ? Cinq ans plus tard la réponse populaire venait au mois de mai. Cette fois elle pourrait être plus rapide.

David SYLVAIN

Budget

Changer plus que des virgules

Le budget que la majorité a voté cette semaine à l'Assemblée nationale ne diffère pas sensiblement du projet rendu public le 1er septembre par le gouvernement.

C'est pratiquement le même et cela n'est pas surprenant. La discussion budgétaire se réduit en effet de plus en plus à une formalité dans laquelle le gouvernement impose toujours son point de vue sans accepter aucune remise en cause et le contrôle parlementaire reste une illusion derrière le paravant des textes. Les restrictions imposées au travail de la commission sénatoriale sur les écoutes téléphoniques **(voir « l'Unité » de la semaine dernière)** en ont administré une nouvelle fois la preuve.

par André Boulloche
Député du Doubs

Les conditions du vote du budget ont été particulièrement mauvaises cette année à cause de l'inflation accélérée. Le gouvernement a supposé que les prix en 1974 seraient en hausse de 6,7 % par rapport à 1973. Or, nous sommes actuellement sur un rythme de hausse annuelle de 10 % au moins et le caractère tout à fait insuffisant et inadéquat des mesures prises par le gouvernement pour lutter contre la hausse des prix ne permet pas de penser que ce rythme va diminuer dans un proche avenir.

Comme les recettes sont évaluées à partir de l'hypothèse irréaliste adoptée par le ministre des Finances, elles se trouvent très sous-évaluées. Je dénonce cette situation depuis longtemps, elle s'aggrave d'année en année et, pour la première fois en 1973, elle commence à inquiéter les députés de la majorité eux-mêmes. J'ai pu dire à la tribune, sans avoir été démenti, que les recettes du budget 1973 avaient été sous-évaluées de 14 milliards, ce qui est un chiffre énorme qui représente environ 7 % d'un total de 200 milliards. Cette année, tout donne à penser que le taux de sous-évaluation est encore supérieur.

C'est dans une telle situation que Valéry Giscard d'Estaing présente un budget en équilibre à 130 milliards près (soit 0,6 pour mille à comparer aux 7 % précédents) et a l'audace de demander au Parlement de laisser encore subsister quelque chose de ce minuscule excédent qu'il lui donne en pâture.

Il n'y aura donc guère de ressemblance entre le budget qui vient d'être voté en première lecture par l'Assemblée et celui qui sera exécuté. Que signifie, dans ces conditions, le travail budgétaire du Parlement ? C'est la question qu'ont posée le groupe parlementaire socialiste et des radicaux de gauche et le groupe communiste lorsque, dans une conférence de presse commune, ils ont demandé que le gouvernement dépose une lettre rectificative à son projet de budget pour le mettre en accord avec la situation économique et monétaire. Le gouvernement a répondu qu'il n'en ferait rien, ce qui ne veut d'ailleurs pas dire qu'il ne va pas demander en fin de session au Parlement de voter dans la hâte des dispositions bouleversant largement la loi de Finances, comme il l'a fait à la fin de l'année dernière.

Si le contrôle parlementaire est la première victime de la sous-évaluation systématique des recettes, il y en a une autre qui est le Plan. L'excédent qui se produira à la réalisation, et qui aurait dû apparaître dans le budget primitif, sera — c'est traditionnel — réparti entre les dépenses de personnel, dont la hausse des prix et les revendications légitimes des fonctionnaires rendront l'augmentation impérative, les dépenses de fonctionnement et le désendettement de l'Etat (façon de dire que l'Etat fait des économies). Mais les dépenses d'équipement sont et resteront plafonnées par les chiffres budgétaires. Elles ne recevront donc pas leur part, et les réévaluations rendues nécessaires par les hausses des prix seront imputées sur les crédits destinés aux investissements nouveaux. C'est de cette façon que l'on prend, par rapport à un Plan déjà très insuffisant, un retard de plus en plus grand. Ce retard est masqué par l'effort fait, au détriment des autres domaines, pour les autoroutes et le téléphone (encore que, pour ce dernier, les résultats se fassent attendre, d'une façon inexplicable qu'une nouvelle commission de contrôle de l'Assemblée va essayer d'explorer). Mais, pour les équipements sociaux collectifs, sportifs, hospitaliers, d'enseignement le retard ne pourra être comblé. Or, ils concourent au premier chef à l'amélioration de la qualité de la vie, surtout pour les moins favorisés, plus tributaires de la vie collective, qui se trouvent une fois de plus sacrifiés par la politique d'un Pouvoir qui privilégie d'autres catégories.

Notre critique de la discussion budgétaire n'est pas une critique de l'institution du budget. Dans une démocratie, le vote du budget par le Parlement est un acte fondamental. Mais cela ne doit pas être une formalité. L'examen de la loi de Finances devrait être l'occasion de la discussion d'options importantes et de solutions alternatives. Tel n'est pas actuellement le cas et le gouvernement demande à son obéissante majorité (dont je constate qu'elle grogne de plus en plus) de ne pas changer une virgule aux propositions qu'il a élaborées, car il considère que la représentation nationale n'a rien à lui apprendre. Même lorsque le gouvernement a dû reculer, comme cela a été le cas à propos de la péréquation des régimes de Sécurité sociale, cette reculade n'a rien changé aux chiffres, on a simplement transformé des crédits en avance, et la transformation en sens inverse se fera à la première occasion.

Contrairement à ce que prétend le Pouvoir, le Parti socialiste a été très constructif dans la discussion. Nous avons déposé, en commun avec nos partenaires du groupe communiste et dans le cadre du programme commun, un amendement très important constituant l'amorce d'un véritable contre-budget fiscal allant dans le sens de la justice pour les plus petits contribuables, modifiant et modernisant profondément la fiscalité des entreprises, effectuant un abattement de 5 milliards sur la T.v.a. des produits de première nécessité, et opérant des transferts de catégorie à catégorie se montant à 18 milliards — alors que les mesures de justice fiscale autour desquelles le gouvernement a fait grand bruit ne portent que sur 2 milliards !

Nous avons aussi proposé de reprendre le prélèvement exceptionnel sur les banques, amplement justifié par des taux d'intérêt qui battent tous les records. Le refus du gouvernement et de la majorité ne s'explique que par un réflexe de classe qui, d'ailleurs, éclaire tout le budget.

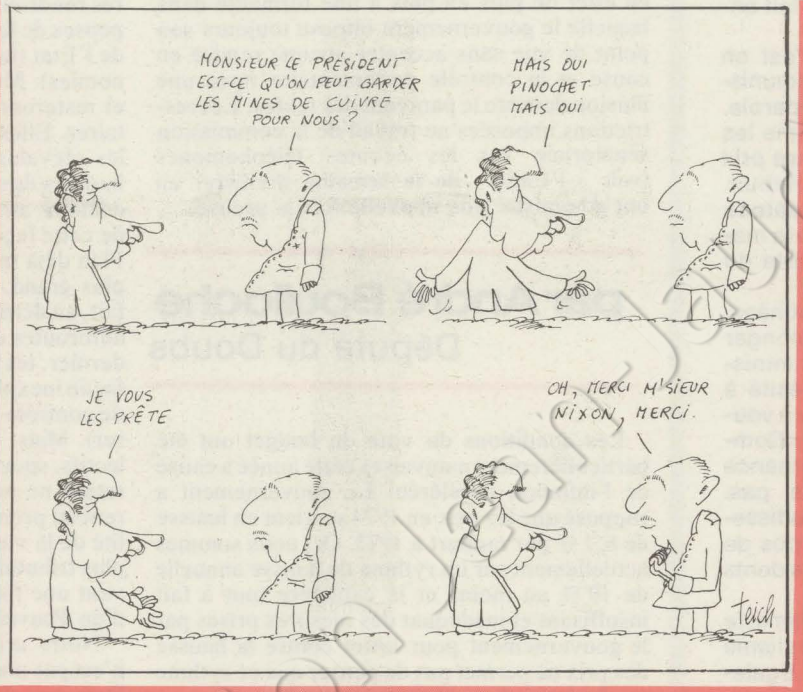
changer la vie politique

LE P.S. OUVRE SES PORTES

Dans toute la France, les militants du Parti socialiste consacreront le week-end de la semaine prochaine à une opération « porte ouverte » destinée à faire connaître à la population l'action du P.s. et à recruter de nouveaux adhérents. Des affiches spéciales seront collées dans les trois ou quatre jours précédant le 30 novembre et une distribution générale de tracts aura lieu les samedi 1er et dimanche 2 décembre. Pendant ces deux jours, les socialistes engageront le dialogue avec la population sur les marchés, les places, les lieux de grand passage. Les responsables nationaux du Parti seront présents sur un grand nombre de ces points de rencontre. François Mitterrand, pour sa part, sera notamment dans le 11e arrondissement de Paris et à Bordeaux.

LE LYCÉE DÉLABRÉ

L'opération « portes ouvertes », organisée vendredi dernier par le conseil d'administration, les enseignants, les élèves et les parents d'élèves du lycée Condorcet pour faire connaître à la population l'incroyable état de vétusté et de délabrement dans lequel se trouve cet établissement parisien, a eu un effet immédiat. Dès lundi, devant le Conseil de Paris, le préfet Jean Verdier a annoncé qu'il faisait entreprendre une enquête « toutes affaires cessantes ». Afin de savoir pourquoi ses services n'avaient pas exécuté les travaux de réfection dont les crédits ont été votés et dont certains revêtaient pourtant un caractère d'extrême urgence du point de vue de la sécurité. Les enseignants et parents d'élèves ont précisé au cours de leur journée « portes ouvertes » que le député U.d.r. de l'arrondissement, Gabriel Kaspeiret, n'avait répondu à leurs démarches répétées depuis plusieurs années que « par de belles promesses, et rien d'autre. »



LES CHILIENS DE PARIS

Bien que les Français n'en soient pas officiellement informés, une centaine de réfugiés chiliens sont arrivés à Orly depuis le début de novembre. Ils sont actuellement hébergés dans des centres d'accueil de la région parisienne, c'est-à-dire nourris, logés et pourvus de 100 F par personne et par semaine.

Pour la plupart d'entre eux, qui n'ont pas de famille en France, se posent des problèmes immédiats, le plus important étant de trouver du travail tout en poursuivant leurs études secondaires ou universitaires — beaucoup étant étudiants.

Or, ces problèmes sont d'autant plus difficiles à résoudre que le gouvernement, après avoir dissimulé l'arrivée des réfugiés grâce à des prodiges d'astuce policière, s'emploie à faire ignorer leur présence dans notre pays. Bref, on nous cache les Chiliens et cette espèce de clandestinité se révèle éprouvante pour ceux qui doivent la subir — c'est-à-dire pour des gens qui, après avoir vécu trois ans dans une totale liberté, se sont trouvés, sous le règne de Pinochet, traqués, détenus, torturés — et qui ont des choses à dire.

Puisqu'on continue à parler du Chili, et souvent à tort et à travers, pourquoi laisse-t-on les Chiliens végéter dans leurs ghettos ? Pourquoi ne leur permet-on pas, à eux, de nous faire entendre la voix de leur peuple qu'on assassine ?

DRUON AVEC MARCELLIN

« Histoires d'A », le film de Charles Belmont et Marielle Issartel (voir notre précédent numéro) a été interdit. La commission de contrôle cinématographique avait donné un avis favorable, pourvu qu'il y ait une interdiction pour les moins de 18 ans. Maurice Druon, ministre des Affaires culturelles, n'a pas cru bon de suivre cet avis. Il a interdit le film purement et simplement. Il estime, en effet, que « ce film comporte des images enregistrées d'un délit réellement commis et, en l'état du droit, sa diffusion constituerait une atteinte à l'ordre public. » Les producteurs se demandent « s'il est cohérent de sanctionner un acte de propagande concernant un délit qui, lui, n'est plus l'objet de poursuites. »

Passant outre à cette interdiction théoriquement temporaire, ses auteurs avaient décidé une projection du film le 15 novembre au studio Jean-Renoir. La police administrative, à la requête du ministère des Affaires culturelles, s'est présentée pour saisir les bobines. Dans une salle comble, une discussion s'est instaurée entre les spectateurs qui voulaient voir le film et les policiers, avant que les bobines soient saisies et les organisateurs emmenés. Une fois de plus, à la veille du débat parlementaire sur l'avortement, le gouvernement veut étouffer l'information.

PROCES ANTI-JEUNES

« Nous ne voulons pas représenter l'Education nationale, la police, la Justice, auprès des jeunes ». C'est le credo des éducateurs — les travailleurs sociaux, comme on les appelle — de Caen et de toute la France.

C'était sans doute aussi la raison de la condamnation de l'un d'entre eux en juillet. Pourquoi ? Simplement parce qu'un soir de banlieue comme les autres, il s'est trouvé là avec sa voiture. Un groupe de jeunes lui demandent de les véhiculer à un endroit. Il s'exécute, sans poser de question : son boulot, c'est d'être avec les jeunes, sans les juger. Il les dépose donc à l'endroit demandé. Une altercation éclate entre une tierce personne et les jeunes. La police intervient et embarque tout le monde, même l'éducateur qui n'a pris aucune part à l'action.

A partir de ce moment, tout se ligue contre lui. Bien que convoqué comme témoin, il devient le centre de l'affaire. La période des vacances et la rapidité inaccoutumée de la Justice ne permettent pas à la défense de citer les témoins ; les avocats de l'éducateur quittent la salle. Verdict : 10 jours de prison avec sursis et 500 F d'amende. Ecœurés, les travailleurs sociaux ont fait appel. Un nouveau procès a donc eu lieu mercredi. En attendant le nouveau verdict, on peut toujours prendre des paris. Sur la « clémence » du nouveau tribunal.

Infirmières

L'HOPITAL A LA CHAINE

Jacqueline, infirmière dans un service d'urgences médicales, raconte sa vie quotidienne.

L'Assemblée nationale vient de voter le budget de la Santé pour 1974 : 10 milliards 500 millions, soit 20,5 % d'augmentation par rapport à l'année dernière. Sous cet angle, on pourrait presque croire que le gouvernement se décide enfin à faire quelque chose. En fait, de 3,7 % il passe à 4,8 % du Budget national et représente à peine le quart des crédits consacrés aux Armées. Il faut se rendre à l'évidence : la santé des Français ne vaut pas cher pour les princes qui nous gouvernent.

En attendant, ils commencent à récolter les fruits de leur politique. Outre les grèves incessantes qui touchent tous les secteurs de la Santé, le personnel hospitalier demeure trop peu nombreux, surchargé de travail et sous-payé. Conséquence directe : faute de personnel, on supprime des lits. Plus de 500 lits viennent d'être fermés au mois de novembre dans les hôpitaux de Lyon. Certes, Michel Poniatowski, ministre de la Santé, vient de prendre 33 mesures en faveur des hospitaliers. Une réformette, dit-on déjà dans les milieux hospitaliers. Des avantages pour certaines catégories du personnel et du vent pour les autres. Pas de quoi — pour ne parler que des seules infirmières — stopper un phénomène inquiétant et révélateur : les démissions en chaîne (10 000 postes d'infirmières vacants) parmi le personnel soignant. Lorsqu'on voit comment il travaille, on comprend pourquoi...

De notre envoyée spéciale .

Un matin à 5 h 30 dans un F 2 à Bron (Rhône). Le manteau sur le dos, Jacqueline est prête à partir : « Tu n'oublies pas de dire à Mme D. que Paul est fiévreux », recommande-t-elle une dernière fois à son mari. Mme D. ? La garde qui s'occupe de Paul, le fils de Jacqueline. A 2 ans, il serait bien dans une crèche, mais les crèches municipales n'ouvrent pas à ces heures indues. Et l'hôpital Edouard-Herriot n'a pas pensé aux enfants de tout son personnel féminin. Le mari de Jacqueline bougonne dans son oreiller qu'il y pensera. Il n'a plus qu'une heure de sommeil. Jacqueline se glisse sans bruit sur le palier. Vite le bus. A cette heure-là, il n'est pas encore bondé.

6 h 25 : elle court entre les pavillons pour rejoindre son service des urgences médicales. A peine le temps de dire bonjour en enfilant sa blouse blanche. Et la voilà prête pour prendre la relève avec l'équipe du matin. L'infirmière de nuit, les traits tirés, passe les consignes : le 10 a passé une mauvaise nuit. Deux nouvelles entrées : un suicide par barbiturique à 4 h et un arrêt cardiaque à 5 h. A surveiller de près.

Le pavillon N des urgences médicales, c'est le pavillon qui accueille depuis l'infarctus jusqu'à la cirrhose aiguë, en passant par le suicide et l'hémiplégie. Ce matin, 52 malades pour un service de 49 lits. Trois couchettes dans le couloir. « On a vu pire. Lors de l'épidémie de grippe, l'année passée, il y a eu jusqu'à 67 malades. Des insuffisances respiratoires à tour de bras avec 49 prises à oxygène. On se demande encore comment on a pu éviter la catastrophe ! »



Manifestations d'élèves-infirmières .

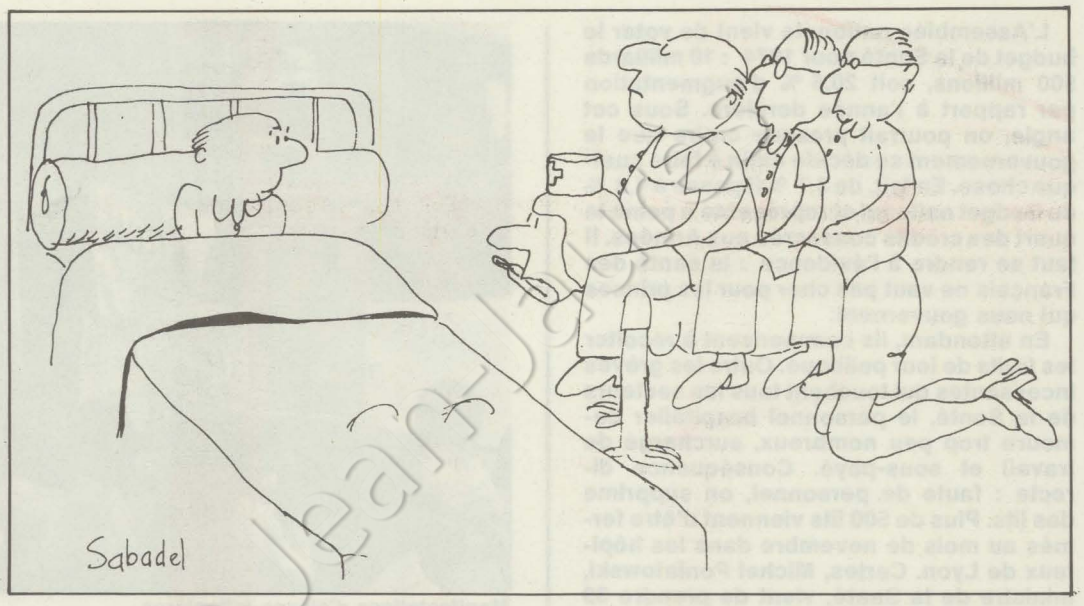
7 h : vite, les températures. Avec les quatre autres infirmières, elles se répartissent le boulot. En même temps que la fournée des thermomètres, il faut recenser les examens et les traitements à faire dans la journée. De chambre en chambre, de lit en lit, avec son carnet, Jacqueline souhaite le bonjour, dit un mot gentil. Vraiment à toute vitesse. A 8 h 30, il faut pouvoir commencer les toilettes, sinon le retard va s'accumuler sur toute la journée. A peine les courbes de température tracées, commence la valse des chariots pour les toilettes et le linge propre. « Michel, vous m'aidez pour le 28 ». Il est lourd, ce gros monsieur livide, arrivé en pleine hémorragie. Et pourtant, il faut bien le changer. Les odeurs d'urine, de sueur, de sang séché et tout le reste, c'est le lot quotidien de tous ces malades, mais celui aussi de tous ces bien-portants qui s'occupent d'eux. Les gestes n'ont pas toujours la douceur à laquelle on s'attendrait pour un grand malade, mais pas le temps... Pas possible si on veut tout faire. Voilà le gros monsieur tout propre dans des draps frais. « C'est affreux, mais quelquefois on n'a même pas le temps de changer les malades. »

La toilette du 40 : terrible. De vilaines plaies variqueuses à nettoyer sans faire souffrir. Elle a l'habitude, Jacqueline. Surtout dans ce pavillon. « On est un peu le service fourre-tout. On nous envoie tout ce que les autres ne veulent pas. Aussi bien la grand-mère qui a une angine et dont les enfants ne s'occupent pas, que les gens qui ont un malaise dans la rue. Sans parler des crises de delirium ou des clochards qui veulent passer une nuit au chaud. » A 300 F la journée, cela paraît un peu incroyable et, de plus, cela

→


Le ramassage du linge souillé à l'hôpital Henri-Mondor, à Créteil.

L'HÔPITAL A LA CHAÎNE



occupe un lit d'urgence. Mais, ici, tout est tellement aberrant !

Vers 9 h, l'interne arrive. La cavalcade des traitements et des toilettes continue. Ce matin, l'équipe est d'assez bonne humeur. Les agents de service, en courant derrière leur serpillière, trouvent le moyen de plaisanter. Ils sont en bonne santé eux et il faut qu'ils gardent le moral au milieu de toute cette souffrance. La petite du 12, qui s'est tailladé les veines il y a trois jours, ils ne sont pas arrivé à lui arracher un sourire. Il faudrait un peu de temps pour la réconforter ! Les bons jours, la toilette est terminée vers 10 h. L'équipe peut alors se retrouver pour prendre une petite collation. Un moment sympa. L'entente est bonne, tout le monde se tutoie, du chef au stagiaire. « Mais les jours de bourre, on termine tout juste la toilette à 11 h pour l'arrivée du patron. »

Le « patron », tout le service reconnaît que c'est un savant très calé. Mais il plane. « Dans ses jours de bonne humeur, il fait un cours sur un détail très compliqué du fonctionnement du cerveau. Pendant ce temps, les piqûres attendent, mais il ne s'en aperçoit pas. A l'unanimité, le personnel assure que le travail est moins désorganisé les jours où le patron ne passe pas. Et puis surtout, « pour lui, on n'existe pas. » A une infirmière qui était dans le service depuis cinq ans, il a dit un jour : « Tiens, vous êtes nouvelle. » Notre travail ne compte pas pour lui, on est un peu des bonnes à tout faire. »

11 h 30 : les jambes commencent à se faire lourdes. Jacqueline ne peut déjà plus compter le nombre de kilomètres qu'elle a fait entre les chambres. Les repas commencent pour les malades. Il faut pour Jacqueline essayer de rester gentille avec cette dame qui ronchonne sur ses épinards, persuader le 45 de manger son jambon. Comme si elle n'avait que ça à faire !

Sans un regard

11 h 45 : au bout du couloir, on s'agite. Une urgence arrive : une dame toute boursouflée qui étouffe à cause d'un œdème aigu du poumon. Une partie de l'équipe se précipite en une sorte de ballet bien réglé. Au milieu de cette agitation, les bras ballants, le « patron » regarde. Jacqueline essaie de soulever la malade inerte de son brancard sur un chariot. Heureusement, un agent de service se précipite à son secours. Sans un geste, le « patron » regarde toujours. Visiblement, ça ne fait pas partie de ses attributions de soulever un malade. L'interne arrive pour faire une ponction. Chacun reprend ce qu'il a laissé en route.

Jusqu'à 12 h 30, on prépare les mutations, on oriente les malades sur d'autres services ou d'autres hôpitaux. « Bon gré, mal gré, on garde certains malades plusieurs semaines. Et les jours où il y a beaucoup d'urgence, le service est tout de suite embouteillé. »

Il faudrait faire les commandes de pharmacie pour tout le service. Qui a le temps ? Aujourd'hui, sûr qu'on ne pourra pas faire le rangement. Peut-être que l'équipe de l'après-midi... Il faut aussi faire réparer 4 sonnettes. Un interne entre dans le bureau des infirmières :« « Qu'est-ce que vous faites au 15 ? », s'enquiert-il. On lui donne le carnet. Celui-là, on ne l'aime pas tellement. Tout à l'heure, il est entré dans la chambre d'un jeune homme de 33 ans qui souffre d'un infarctus. Sans lui dire bonjour, sans un mot, l'interne lui a tourné le dos pendant 10 minutes pour regarder l'écran qui enregistre les battements du cœur. Puis il est reparti, sans un regard pour ce malade qui l'observait avec anxiété. « Ce n'était pas difficile de lui dire deux mots gentils, non ? »

13 h : Jacqueline commence à « faire les réanimations », terme de jargon pour parler des sérums et des perfusions. 14 h : ça fait du bien de rester un peu tranquille, de penser à Paul qui doit aller mieux. Attention au bus, il n'y en a que toutes les vingt minutes. Jacqueline fera ses courses à Bron, comme ça elle sera débarrassée et elle pourra s'occuper du petit Paul en surveillant la machine à laver. Demain, elle est « du soir ». Et, après-demain, elle « fait la nuit ». Depuis trois ans, elle a l'habitude. Mais la nuit, c'est plus dur, les malades sont toujours plus angoissés que le jour. Encore cinq jours et elle aura deux jours de repos. Peut-être qu'elle aura son Noël, cette année.

Assise dans le bus, elle se sent un peu lasse. Lasse d'avoir des semaines de 8 à 9 jours consécutifs. Lasse de travailler trois dimanches sur quatre, et tout cela pour 1 550 F par mois. Heureusement que le travail de son mari marche bien. Son salaire à elle, c'est tout juste un salaire d'appoint, songe-t-elle avec amertume. Elle se rappelle son enthousiasme tout neuf à la sortie de l'école, quand elle avait 20 ans. Elle sait bien maintenant qu'elle ne changerait de métier pour rien au monde. Un soupir. Si seulement on lui donnait les moyens de le faire correctement...

CHRISTINE COTTIN

FRONTIÈRE

246, RUE SAINT-MARTIN
75003 PARIS

TÉL. : 887-87-46

Au Sommaire du N° 11 :

- **PROCHE-ORIENT : La guerre contre la révolution.**
- **EUROPE : Une nouvelle approche du problème.**
- **LIP : La dernière bataille.**
- **LA CRISE DE L'ENERGIE.**

Si vous voulez suivre le mouvement des idées qui renouvelle profondément la gauche et prépare sa victoire, il faut chaque mois lire FRONTIERE : 64 pages - 6 F vendu en kiosques.

ABONNEMENT ANNUEL : 50 francs à l'ordre de FRONTIERE — 246, rue Saint-Martin 75003-PARIS.

changer la vie sociale et économique

LAROUSSE SOUTENU

Retard d'une heure dans la distribution des quotidiens les 14, 15, et 16 novembre. Les imprimeries de presse et du labeur ont en effet décidé, avec les syndicats, une heure de grève quotidienne. Pour protester contre les licenciements dans toute l'industrie du Livre et particulièrement à l'imprimerie Larousse.

Les ouvriers occupent en effet les locaux de Montrouge depuis le 19 octobre pour s'opposer à la fermeture de leur entreprise. Grâce aux collectes de solidarité, déjà tous les petits salaires ont pu être versés intégralement. Un complément devrait être ajouté sous peu, assurant de 70 à 100 % de la paye normale pour tous. Le comité de soutien composé des unions locales C.g.t., C.f.d.t., F.o., du Syndicat national des instituteurs ainsi que des partis de gauche a organisé mardi une grande manifestation à Montrouge.

CHOMAGE : UN RECORD

Un démenti aux propos optimistes du gouvernement. Non, la situation de l'emploi n'est pas aussi bonne qu'on voudrait le faire croire. En septembre 1972, on comptait 393 000 demandes d'emploi non satisfaites en France. Un an plus tard, il y en a 427.000. Et, surtout, pendant le mois de septembre de cette année, le nombre de demandes d'emploi non satisfaites a progressé de 15.000. Un record inquiétant.

LES 28 000 DE B.S.N.

Pour la première fois, l'état-major d'une entreprise multinationale informe les syndicats des différents pays où elle est implantée de sa politique d'investissements. Cela s'est passé au cours d'une rencontre entre l'administrateur d'une filiale de B.s.n., Philippe Daubain, et le secrétaire général de la Chimie, Charles Levinson. 28.000 salariés d'Allemagne, de Belgique, de France, d'Italie, d'Autriche et des Pays-Bas étaient concernés. La négociation d'un protocole garantissant l'équilibre de l'emploi entre les différents pays, et la promesse de faire le point chaque année sur les problèmes d'emploi sont, pour les travailleurs, une nouvelle étape du syndicalisme international.

Grâce à cet accord, la preuve est faite que l'on peut prendre l'offensive dans la lutte contre les multinationales, où, bien souvent, le syndicalisme s'est trouvé désarmé. Certes, le P.d.g. de B.s.n., Antoine Riboud, a voulu renforcer ainsi son image sociale. Mais cet acte ne concerne pas que les employés de l'entreprise. Le patronat le sait bien : il regarde cette initiative d'un œil franchement défavorable et ne se prive pas de dire que c'est un précédent fâcheux qui pourrait bien donner des idées...

RELANCE POUR LIP



Du nouveau chez Lip ?

D'une part, à l'usine d'Ornans (secteur machines-outils) les ouvriers ont repris le travail. Le 18 au matin, 102 personnes sont arrivées, ont participé à une assemblée du personnel avec les représentants syndicaux de la C.g.t. et de F.o., et ont remis les machines en route.

C'est Ducros, P.d.g. de Supemec, qui participa aux négociations entre Henry Giraud et les syndicats de Lip, qui reprend l'entreprise. Il dispose de quatre mois pour acquérir l'actif immobilier de l'usine. Depuis huit mois, les travailleurs d'Ornans luttaient avec leurs camarades de Lip. Mais, de l'avis général, l'usine d'Ornans constituait un cas à part : éloignée géographiquement de Palente, ayant une production fort différente de l'horlogerie, son sort pouvait à la rigueur être réglé en dehors de celui de Lip. De plus, les travailleurs d'Ornans ont obtenu qu'aucun licenciement n'ait lieu. Et les travailleurs de Palente semblent comprendre les raisons des employés d'Ornans : « La reprise de Lip-Ornans par Supemec représente une première mesure de démantèlement, lit-on dans leur bulletin « Lip-Unité » du 14 novembre. Nous l'avons tous ressentie comme cela. Mais le véritable démantèlement concerne l'usine de Lip-Palente, où sont réunis trois secteurs : la manufacture d'horlogerie, la mécanique et les équipements civils et militaires. C'est à Lip-Palente que le démantèlement sera acquis ou repoussé. »

Il va justement être question de nouveau de l'avenir de Lip. Un groupe d'experts et de responsables de l'horlogerie française ont présenté mardi à l'Elysée un plan de réanimation industrielle et financière. D'après eux, il faudrait mener l'opération en deux temps. D'abord, assurer l'avenir de la firme sur une base industrielle solide, garantissant non seulement la reprise du secteur horloger, mais aussi celle du secteur des équipements civils et militaires et des ateliers de mécanique de précision. Ensuite, obtenir l'accord des travailleurs de Lip en leur proposant un dispositif social adéquat. Le président du C.n.p.f., François Ceyrac, serait favorable à ce projet. Il ne manque que le feu vert du Pouvoir. Mais José Bidegain, leader du groupe Entreprise et Progrès, qui avait négocié la solution du conflit de la chaussure à Romans, jugerait insuffisants les soutiens financiers qu'auraient pu apporter tant l'Etat que les fédérations patronales pour Lip. Et il hésite. Mais que dans le projet de relance on soit allé aussi loin permet de s'interroger.

Voilà huit mois que les travailleurs de Lip proclament sur tous les tons, chiffres à l'appui : Lip est viable, on peut faire marcher l'entreprise sans la démanteler, et en employant tout le personnel. Fallait-il vraiment tout ce temps pour réaliser qu'ils n'avaient peut-être pas tort ? Le gouvernement, selon qu'il encouragera ou non une solution qui peut être satisfaisante, révèlera par la même occasion s'il souhaite vraiment régler le problème, ou s'il persiste à vouloir « punir » les travailleurs de Lip.

EPURATION MUSCLEE

Chez Berliet, on nettoie.

Les murs d'abord. Une curieuse entreprise de nettoyage, embauchée par la direction il y a quelques semaines, arpente l'usine, la nuit de préférence. Est-ce une coïncidence ? Après ces «visites», on ne retrouve plus les affiches de la C.g.t., de la C.f.d.t., du P.c., du P.s.... Mais elles sont remplacées par celles de la C.f.t.

Ce n'est qu'un aspect de l'offensive antisyndicale lancée par la direction de Berliet. (voir notre enquête dans le numéro 83 de l'Unité). Paul Berliet a fait remettre la semaine dernière un texte aux syndicats qui avaient été convoqués pour une réunion « sur la normalisation des relations entre la direction et les syndicats ». Ce texte annonce l'annulation des 600 heures de franchise par organisation syndicale et la suppression de représentants syndicaux aux comités d'établissement et aux comité central d'entreprise. De plus, les délégués suppléants n'auront plus d'heures pour accomplir leur mandat.

LE CHEMIN STA

Six ans de dictature n'ont pas pu abattre le peuple grec. Ces derniers jours prouvent que si la résistance n'a pas encore de perspectives claires, le pouvoir, lui, n'en a plus.



« Même les flics avaient peur d'eux. Avant. »

« Eux », ce sont les ouvriers du bâtiment. Pendant des décennies, ils furent la « force de frappe » de la gauche grecque. Dans les manifestations les plus dures, les groupes de choc, c'était eux. C'était sur eux que s'abattait la plus féroce des répressions, Mais, aux heures difficiles, ils étaient toujours là. Depuis le putsch militaire du 27 avril 1967, pourtant, ils restaient chez eux, silencieux, toujours aussi pauvres, toujours aussi fidèles. Avec, pour leur espoir, un « Z » (zi : « il vit ») qui n'était pas seulement un titre de film.

Vendredi 16 novembre, les ouvriers du bâtiment étaient à nouveau dans la rue. Aux côtés des étudiants. Et le régime de Papadopoulos allait vaciller. Nue, la violence allait s'exercer dans toute son ampleur. 11 morts, annoncent les services officiels, que personne ne peut croire. 100, 200, 400 morts déclare l'opposition. Là, on a envie de ne pas croire. Et pourtant...

En août dernier, Papadopoulos espérait avoir réussi son « opération libéralisation » **(voir « l'Unité » n° 79 du 5 octobre).** Son mini-Empire libéral semblait s'annoncer sous les meilleurs auspices. Par la grâce de ses polices, le référendum était un succès. En libérant les prisonniers politiques, il frappait l'opinion publique. En écartant les « durs », il rassurait. En choisissant Markezinis, il pensait amadouer les investisseurs étrangers. Mais deux éléments nécessaires à toute vie politique lui manquaient : il n'avait pas de force politique organisée à sa disposition. Pas plus que de base populaire. Il ne pouvait libéraliser qu'au compte-gouttes, tout en gardant en main l'essentiel des pouvoirs. Sa marge de manœuvre était étroite. Pris entre les revendications populaires et les exigences des « durs », Papadopoulos ne pouvait espérer qu'en la « sainte Providence », ou en son habileté. La première lui fit défaut. La seconde fut, comme à l'habitude, absente. L'arrivée de Spyro Markezinis n'avait réglé aucun des problèmes grecs : l'inflation est toujours galopante. Et, pris au mirage des « jeux politiques », le nouveau Premier ministre s'intéressa à l'avenir lointain, ignorant le présent.

L'avenir lointain, c'était les élections de 1974. Depuis le début de septembre, on ne parlait que de cela dans les allées du Pouvoir. Fallait-il autoriser tel ou tel parti, interdire celui-là ? Le problème étant : comment organiser des élections « libres » sans les perdre ? Ce qui était difficile.

L'immédiat, c'était la rentrée universitaire et le malaise social grandissant. C'était l'organisation nouvelle des milieux ouvriers, mal contrôlée par les anciens partis et mal infiltrée par la police. Le premier avertissement fut donné lors de l'anniversaire de la mort de Georges Papaandreou. La seule réponse du Pouvoir fut la violence. Militaires déguisés en flics et flics déguisés en civils s'attaquèrent aux manifestants. Il y eut des blessés, des arrestations. Des jugements, aussi. « Cléments », selon la vision habituelle du gouvernement grec. Mais suffisants pour chauffer la température.

Les étudiants qui, depuis deux ans, luttent pour obtenir des franchises universitaires et en particulier le droit d'élire librement leurs représentants, allaient trouver dans le nouveau ministre de l'Education nationale un « interlocuteur » pour le moins incompréhensif. Alors qu'ils souhaitaient organiser en décembre les élections libres pour lesquelles ils s'étaient battus en mars, on leur annonça que les élections auraient lieu en février et que seuls les « bons éléments » pourraient y participer. Le lendemain ils s'enfermaient dans l'Ecole polytechnique. A Patras, à Salonique, les autres universités étaient à leur tour occupées. Une radio pirate, émettant sur une longueur d'onde voisine de celle de la station contrôlée par les forces armées, ravissait les Athéniens qui venaient voir « leurs » étudiants, apportant nourriture et argent. La police était là, mais discrète, presque patiente. Tant que les étudiants furent seuls, le gouvernement ne s'inquiéta pas. Tout au plus fit-il diffuser un communiqué expliquant que « le ministère de l'Education nationale respectera intégralement les franchises universitaires. » Laissant les étudiants rêver à « l'exemple » thaïlandais, le Pouvoir semblait davantage fasciné par l'étrange ballet qu'il jouait avec l'opposition.

Depuis le 15 août, cette dernière tentait de résoudre une question en apparence insoluble : comment participer à des élections « fabriquées » tout en les gagnant. Les leaders des anciens partis pensaient avoir trouvé une solution. Constituer un cartel — des communistes à la droite classique — présentant un seul candidat par circonscription. Avec un programme tout simple ; majoritaires, nous formerons un gouvernement provisoire permettant de reconquérir les libertés démocratiques. Cela fait, nous organiserons de nouvelles élections, libres celles-là, et chacun reprendra ses billes. Un tel projet ne pouvait qu'inquiéter Papadopoulos. Lequel, semble-t-il, n'avait pas prévu le danger principal : le « climat » que l'absence de médiations politiques exacerbait.

Car l'opposition a également des problèmes internes. Tout d'abord, des problèmes de personnes. Aucun « chef » historique n'ayant pu se révéler depuis 1967, un certain nombre d'hommes politiques de l'ex-Union du centre et de l'ancien parti de droite Ere tentent de se créer une clientèle suffisante pour prétendre avoir une position hégémonique au sein de leur parti. Et, pour cela, aucun de ces partis n'ayant de vie réelle et légale, ils étaient obligés, jour après jour, de renchérir sur les positions de leurs « adversaires ». De la même manière, pour faire oublier le passé — en même temps que les ombres de l'avenir — ces responsables ne pouvaient que faire des déclarations qui, en n'importe quel autre pays, feraient rougir de honte les responsables des partis de droite ou du centre. Mais il leur fallait à tout prix, à la fois pour remporter leur « bataille pour la direction » et pour renouveler leur clientèle,

La solidarité du P.s.

Lors de sa réunion de samedi, le Comité directeur du Parti socialiste a aussitôt pris position : « Les événements qui viennent d'endeuiller Athènes et plusieurs villes de Grèce démontrent que la réforme constitutionnelle récente ne consacrait aucunement une ouverture vers la démocratisation du régime, mais traduisait au contraire le raffermissement du pouvoir de l'armée sur la nation.

Le Comité directeur affirme sa solidarité avec les étudiants et travailleurs victimes de la répression.

Il considère dès lors que l'action doit être activement poursuivie au plan international, pour mettre un terme à la dictature militaire et assurer la renaissance d'un régime démocratique authentique en Grèce. »

DES DES

être constamment présents sur le seul terrain où le Pouvoir les laissait relativement libres : les déclarations. Et ils ne s'en sont pas privés. D'autant que la situation le méritait. Ce sont ces raisons qui ont poussé les leaders de l'opposition à déclarer lundi soir : « Nous sommes responsables des événements. Et le gouvernement est responsable de la répression. S'il veut être logique avec lui-même, qu'il nous arrête. »

C'est dans une situation bloquée que, vendredi, le Pouvoir a pris conscience de l'écho de l'occupation de l'Ecole polytechnique : les étudiants n'étaient pas seuls. Et réalisé que leurs mots d'ordre essentiellement politiques étaient repris, écoutés, amplifiés dans les faubourgs ouvriers. Tout en déclarant se tenir à l'écart des organisations d'opposition, le comité de coordination des étudiants, instruit par les luttes du printemps, avait radicalisé ses slogans. Ceux-ci allaient de S.a. = S.s. = tortionnaires (la S.a., c'est la police militaire) jusqu'aux mots d'ordre anti-américains, en passant par les appels de solidarité ou la condamnation de la politique gouvernementale **(voir notre encadré).** La radio pirate des étudiants donnait aux habitants des banlieues d'Athènes bien plus que des directives. Diffusant ses informations entre des chansons de Théodorakis et de vieux chants crétois « quand les étoiles sortiront dans le ciel », elle leur rendait l'espoir, la fierté, la joie.

Pressé par ses « durs », Papadopoulos allait frapper. Fort. Pour que le mouvement ne s'étende pas. Pour que les ouvriers ne tiennent pas la rue. Pour que la grève ne s'étende pas. L'Armée allait remplacer la police. Un régiment de fusiliers marins spécialisé dans la répression des émeutes investissait Athènes en même temps que les chars. Les arrestations allaient se multiplier. Responsables étudiants, communistes, syndicalistes du centre allaient reprendre le chemin du stade... Sauf ceux qui, instruits par le passé, tentaient de retrouver les difficiles sentiers de la clandestinité. Des blessés se terraient chez des amis, refusant d'aller à l'hôpital, pour ne pas être arrêtés. Mardi, il en mourait encore.



Papadopoulos et Pinochet.

En frappant fort, le président de la République sacrifiait Markezinis. Car la libéralisation n'est — avec les mêmes hommes — plus possible. A moins qu'il ne se soit condamné lui-même. Car les durs ne lui pardonnent pas de les avoir écartés. Et il n'est pas sûr qu'Angelo Anghelis, l'homme des Américains, ne pense pas — à court ou à moyen terme — que Papadopoulos est plus fautif que Markezinis. Sur les cadavres des étudiants et des ouvriers d'Athènes, le vieux monde politique grouille. Pour pouvoir sortir d'une situation inextricable.

Car rien ne sera plus comme avant. Six ans de dictature n'ont pas pu abattre le peuple grec. Trois mois de « libéralisation » lui ont permis, dans une aventure peut-être folle, de tenter un assaut frontal. Les réactions du Pouvoir, ses hésitations, puis sa férocité ont montré que si, jusqu'à présent, la Résistance n'avait pas de perspectives claires, aujourd'hui le Pouvoir n'en a plus. Et c'est dangereux, pour une dictature.

GUY PERRIMOND

«Ici la radio des combattants étudiants ...»

Voici, en exclusivité, quelques passages des émissions de la radio clandestine par lesquelles les étudiants de l'Ecole polytechnique d'Athènes s'adressaient au peuple grec.

« Ici l'Ecole polytechnique. C'est la radio des combattants étudiants libres qui vous parle. C'est la radio des combattants grecs libres qui vous parle.

Voici quelques informations.

Drama : la grève populaire continue.

Salonique : la mobilisation populaire a atteint son comble.

Patras : l'université occupée est devenue un centre populaire. Nous exprimons notre solidarité sans faille aux combattants de Patras. Nous déclarons que nous luttons tous unis pour le renversement de la dictature et pour l'indépendance nationale. Pour une véritable démocratie défendant les intérêts du peuple. A bas la dictature, vive la Grèce indépendante, la liberté et le progrès !

Nous remercions les ouvriers du bâtiment pour leur solidarité. Nous remercions les élèves des écoles techniques pour leur solidarité et leur grève des cours. Nous remercions les élèves des écoles secondaires d'Athènes qui ont manifesté activement leur solidarité et leur participation à notre lutte qui est celle du peuple.

Nous déclarons que notre émetteur est le seul à transmettre véritablement la force populaire et estudiantine qui se trouve en ce moment dans l'Ecole polytechnique. Nous dénonçons au peuple grec les tentatives honteuses des moyens d'information contrôlée par le gouvernement, qui veulent présenter la mobilisation populaire comme une action isolée et irresponsable. Nous déclarons une fois de plus que les mots d'ordre « A bas l'Etat, à bas le Pouvoir » ne nous ont jamais exprimés et ne nous expriment pas. Nous appelons tout le peuple grec pour qu'il vienne se joindre à nous. Nous appelons toutes les forces progressistes antidictatoriales à se mobiliser. Nous nous battons pour une Grèce libre.

Nous déclarons à nouveau que nos positions sont les suivantes :

1°) Contre la junte : nous luttons pour le renversement de la junte.

2°) Antifascisme : nous luttons pour l'instauration d'une démocratie antifasciste en Grèce.

3°) Anti-impérialisme : nous luttons pour que soit réalisée l'indépendance de la Grèce par rapport aux intérêts étrangers. Nous dénonçons l'article 23 de la Constitution de la junte, qui prévoit que la transformation de la loi est possible seulement lorsqu'elle aboutit à une meilleure protection des intérêts étrangers.

Nous continuons nos informations. Un groupe de manifestants d'environ 500 personnes vient de remonter la rue Heolou et est arrivé jusqu'à la rue Coraii. Là ils ont rencontré une forte résistance policière. Afin d'éviter l'affrontement, ils se sont repliés sur l'Ecole polytechnique. Peuple de Grèce, l'Ecole polytechnique sera un rempart et un foyer de la lutte. Déjà, elle a été renforcée par la venue d'ouvriers qui ont quitté leur travail parce qu'ils ont compris que la lutte est commune. Que la lutte est anti-junte et anti-impérialiste. Vive la démocratie ! » (Vendredi, fin d'après-midi).

AVANT LE CONGRES DE LA F.E.N.

De mardi à vendredi prochains, l Fédération de l'Education na tionale va tenir congrès. C'est u événement. Avec ses 550 000 adhé rents, elle est en effet, par la taille le troisième syndicat français.

Née en 1948 d'un refus de la scissio entre Force ouvrière et la C.g.t., la Fe regroupe, dans des structures comple xes, toutes les tendances de la gauch française ; le «droit de tendance» y es explicitement reconnu et toutes les ins tances, sauf le Bureau fédéral, son élues à la proportionnelle.

Chaque adhérent de la Fen es d'abord membre d'un syndicat national selon la catégorie d'employés de l'Edu cation nationale à laquelle il appartient Il y a une quarantaine de syndicats nationaux, dont les plus connus son le Syndicat national des instituteurs.

Le Congrès de la Fen va être l'occasion d'un large débat sur les problèmes pédagogiques et corporatifs. Les deux principales tendances du syndicat vont s'opposer, en matière pédagogique, sur les trois points suivants : quelles structures, quel contenu, quels maîtres pour l'enseignement démocratique à promouvoir en France. Votre position ?

JACQUES GUYARD, MILITANT MAJORITAIRE

Je partage les thèses du courant majoritaire (U.i.d.) en raison de la priorité qu'elles accordent aux écoles maternelles et primaires. Une réelle démocratisation de l'enseignement et de la société passe par là. Au contraire, la tendance U. et A. entend maintenir dans les structures une coupure à 11 ans, entre primaire et secondaire, avec changement du type d'enseignant. J'observe d'ailleurs que le tout dernier projet du P.c.f. fait litière de cette coupure que rien, en bonne psychologie infantile, ne justifie.

En ce qui concerne le contenu de l'ensei gnement, je reprocherai aux deux thèses en présence leur manque de précision. Je crois que quelques heures de débat autour d'une table résoudraient aisément les divergences sur ce point. En revanche, la formation des maîtres constitue un problème réel, U.i.d demande des écoles normales de niveau su périeur, tandis qu' U. et A. revendique pour les maîtres une formation universitaire. Je suis partisan de la thèse U.i.d. : la formation à l'Université, est centrée sur une discipline elle exclut la polyvalence des maîtres. Or, un instituteur est nécessairement polyvalent.

Il a pour fonction de socialiser l'enfant, d l'amener à se situer. La valeur humaine d son enseignement a autant d'importanc

Le congrès va être aussi amené à se pencher sur les problèmes corporatifs. On sait que ce sont eux qui ont provoqué, récemment, d'importantes divergences d'action au sein de la Fen. Ils mettent en effet en question la conception d'ensemble de la fonction du syndicat. Quelle est votre position ?

JACQUES GUYARD

Ce n'est pas par hasard que les divergences ont éclaté sur une affaire corporative. C'est là en effet, à mon sens, l'opposition principale entre U.i.d. et U. et A. La conception de l'action syndicale des seconds est celle-ci : le syndicat est un instrument de mobilisation des masses. Il doit, par de vastes actions débouchant sur une grève, met tre en avant tous les sujets de mécontente ment. D'où ces vastes plates-formes de grève La majorité fédérale, au contraire, pense qu le syndicat doit privilégier des priorités e mener l'action sur elles. D'où des revendica tions ponctuelles, qui aboutissent — on l' vu au S.n.i. — à des résultats non négligea bles qui accroissent l'autorité du syndicat Car je signale en passant que le bilan corpo

Certains font remarquer qu'U. et A. s'est emparée — et apparemment pour longtemps — du Snes, mais qu' U.i.d. tient solidement le S.n.i. Il en résulte, selon eux, que le clivage entre ces deux tendances recouvre en fait un clivage, voire une opposition, entre maîtres du primaire et professeurs du second degré. Qu'en pensez-vous ?

JACQUES GUYARD

C'est une opposition qui se situe à ras de terre, et pourtant il y a une grande part de vérité dans cette affirmation. A mon avis, ce problème recouvre sans doute les vraies responsabilités du Parti socialiste. A un milieu que nous influençons de nouveau beaucoup, nous n'avons pas de théorie claire et cohérente de l'éducation à proposer. Le P.c.f. , au contraire, peut se targuer sur ce point d'un avantage réel ; d'où ses progrès, qui influencent nombre de nos camarades. Or, je crois que nous avons tout à gagner à nous démarquer ; notamment, il y a la question de l'endoctrinement à l'école. Certes, le P.c.f. y est opposé. Mais il vante l'exemple des démocraties populaires, où cet endoctrinement est le pain quotidien. C'est un point, sur lequel nous, socialistes, sommes très sensibles. Nous pouvons et nous devons, à cet égard, émettre des proposition constructives et originales. Et on ne verr plus cette situation absurde, où des militant socialistes s'affrontent dans la Fen, parce que les uns sont professeurs de lycée et le autres instituteurs ».

YVON ROBERT

Il y a sans doute du vrai dans cette analyse Mais le problème de fond est celui de la con ception d'ensemble de l'école et de la socié té. C'est donc un problème d'orientation po litique. Pour la majorité U.i.d., l'école (actue le) doit s'efforcer de former des hommes e des femmes libres : c'est l'école libératric de la société.

Une telle conception est erronée. Un école démocratisée aurait grand-peine à co riger les handicaps socio-culturels. Il y fau drait une volonté politique soutenue, qu

(350.000 adhérents), le Syndicat national des enseignements du second degré (85.000) et le Syndicat national de l'enseignement supérieur.

Chaque syndicat national a ses propres formes d'organisation, qui rendent difficile la coordination. Cependant, la Fen est également organisée au niveau départemental. Un congrès de la Fen est donc une machine complexe : les syndicats nationaux y sont représentés, mais les délégués sont envoyés par les congrès départementaux de la Fen, actuellement en cours. Ces structures assez lourdes se compliquent du fait de l'existence de cinq tendances **(voir notre encadré).**

Au congrès, un grand débat pédagogique va avoir lieu entre les deux principales tendances de la Fen. Schématiquement résumées, les deux orientations proposées sont les suivantes : « Unité, indépendance et démocratie » (U.i.d.) se prononce pour l'« école fondamentale » (nom du projet du S.n.i.). Il s'agirait d'une école unique, de la maternelle jusqu'à l'âge de 16 ans — en fin de troisième — où chaque élève marcherait selon son rythme propre d'acquisition. Un seul corps de maîtres formés en quatre années au-dessus du baccalauréat dans des écoles normales enseignerait dans cette école de type nouveau, qui aurait davantage pour but d'éveiller l'intelligence des enfants et de les former aux méthodes — apprendre à apprendre — qu'à les instruire de connaissances scientifiques déterminées.

« Unité et Action » (U. et A.) se prononce au contraire pour le maintien de la différence spécifique entre enseignement primaire et enseignement secondaire, tels qu'ils existent actuellement. Toutefois, U. et A. demande un tronc commun de la sixième à la seconde et exige un enseignement de soutien pour les élèves les plus faibles. Les maîtres du second degré, corps unique, seraient choisis au bout de quatre années d'études supérieures en faculté et formés en deux ans

Les deux projets insistent sur le bien qu'apporterait une judicieuse et libérale utilisation des moyens pédagogiques modernes.

Dans la mesure où chacune de ces thèses compte des militants socialistes parmi ses défenseurs, il nous a paru normal de donner la parole à un socialiste militant à Unité et Action, au sein du Snes, et à un socialiste militant chez les majoritaires, naguère au sein du Snes également.

YVON ROBERT, MILITANT UNITE ET ACTION

« Si je suis partisan des thèses d'Unité et Action, c'est d'abord parce que ce courant insiste sur le contenu scientifique de l'enseignement. L'expérience prouve que la « formation permanente » n'est vraiment « payante » que là où elle s'appuie sur une solide formation de base. Sinon, elle n'est que du rattrapage superficiel. Comme on ne peut apprendre des méthodes et des techniques intellectuelles sans le support d'une connaissance scientifique — et non d'un simple « éveil » — celle-ci me paraît essentielle, et U.i.d. n'en souffle mot.

Quant aux structures, je constate que U.i.d. est favorable à la polyvalence des maîtres jusqu'en troisième, malgré des nuances. Or, je pense que l'on doit bien maîtriser une discipline pour pouvoir bien l'enseigner et la faire aimer. Des enseignants polyvalents ne sauraient maîtriser toutes les branches du savoir. De plus, je trouve aberrant de prendre des gens au sortir du bac pour les plonger dans une école bien close dont ils ne sortiront que pour aller enseigner dans une autre école. Est-ce ouvrir l'école sur la vie ?

Par ailleurs, la tendance U.i.d. propose, par le truchement de l'« école fondamentale » du S.n.i., une « pédagogie adaptée aux aptitudes des élèves ». Ces aptitudes sont, pour U.i.d., une donnée « biologique ». Fausse évidence ! Les aptitudes scolaires d'un enfant tiennent pour l'essentiel à son milieu, c'est un fait démontré. Il y a donc toute une lutte à mener contre la ségrégation sociale à l'école, et U.i.d. n'en fait pas son principal objectif.

Enfin, cette tendance majoritaire, à lire ses propositions, considère la troisième comme un terminus possible pour certains élèves. Pour nous, c'est exclu, car ce serait livrer au patronat des jeunes sans formation, donc surexploitables.

ratif du S.n.i., qui fait pourtant moins de bruit que le Snes, est nettement plus positif, aussi bien sur le point des traitements que de l'auxiliariat.

YVON ROBERT

Indépendamment des problèmes statutaires de la Fen, il est certain que les affaires corporatives entraînent des divergences de fond. En jouant la concertation, la Fen a pris le risque de devenir un syndicat à l'américaine. Toute une conception syndicale est en jeu. La majorité U.i.d. a ses méthodes : elle fait étalage de ses forces potentielles, menace, négocie avec les pouvoirs publics, décide en ses instances qu'elle a obtenu le maximum possible, signe des accords, puis se tait. Les actions d'ensemble sont limitées, ponctuelles et sans lendemain. La conception d'U. et A. est tout autre, puisqu'il s'agit de mobiliser et d'engager la bataille au plus haut niveau, pour négocier ensuite.

De plus, l'autonomie dont la Fen se prévaut la mène, conçue comme elle l'est par U.i.d., à l'isolement. Autonome, la Fen pourrait et devrait être au contraire le trait d'union entre les centrales ouvrières.

que son contenu proprement scientifique. Au reste, le projet du S.n.i. et d'U.i.d. prévoit explicitement que les maîtres recevront des formations complémentaires variées.

pose le problème du pouvoir. Comme l'indique le programme du Parti socialiste, l'école est une des terrains de la lutte des classes. C'est ce que les projets d'U.i.d. ne laissent point entrevoir.

Dans ces projets, la notion de lutte de classe n'apparaît qu'en ce qui concerne le rôle du syndicat, présenté d'ailleurs comme identique quel que soit le type de pouvoir établi, bourgeois ou socialiste.

Le choix est donc politique. Faut-il, dans le cadre de la société actuelle, créer une « école libératrice » ? Faut-il au contraire, avec U. et A., lutter aussi pour changer le pouvoir ? C'est un débat de fond. Il a peu à voir avec les différences entre enseignants du primaire et enseignants du secondaire. On le retrouve au sein même du Parti socialiste, et il serait souhaitable qu'au sein de notre Parti, une large discussion le clarifie ».

LES CINQ TENDANCES

La tendance majoritaire U.i.d. (Unité, indépendance et démocratie) dirige le S.n.i. et la Fen depuis 25 ans. Elle insiste sur la rigoureuse séparation entre action politique et action syndicale. De nombreux socialistes en sont membres.

La tendance Unité et Action (U. et A.) dirige le Snes depuis 1967, et regroupe quelque 30 % des adhérents de la Fen. Quoique tous les enseignants communistes y militent, ce n'est pas une tendance « communiste » : on y trouve aussi des socialistes en particulier ceux qui viennent de la convention des Institutions Républicaines.

La tendance « Ecole émancipée » s'est scindée en 1966. Elle regroupe aujourd'hui beaucoup de militants proches des trotskistes d'Alain Krivine et semble en perte de vitesse, après de nets progrès.

La tendance « Rénovation syndicale », alliée de plus en plus réticente de l'Ecole émancipée, insiste sur la nécessité de détruire l'actuelle Fen pour la repenser, de façon à lier concrètement, à la base, les luttes dans l'école (pédagogie, hiérarchie) aux luttes extra-scolaires. Quelques militants socialistes y participent.

La tendance « Front unique ouvrier » est la « feuille de vigne syndicale » de l'Alliance des jeunes pour le socialisme. Elle fait peser son sectarisme sans nuance sur les quatre autres tendances, tour à tour, au gré des circonstances.

GRAMSCI DE TOUTE URGENCE !

Partisans et artisans d'une solution socialiste française se doivent de relire Gramsci.

Livres

Après tout, Gramsci n'aurait que 82 ans. Mais il est mort en 1937, littéralement assassiné par Mussolini dans les geôles du fascisme, où il ne fut jamais soigné. D'où une auréole qui servit d'écran : mettant en avant le mythe du sacrifié, Togliatti et la direction du Parti communiste italien eurent vite fait d'oublier le théoricien, le commentateur pertinent de l'Histoire en marche. Le livre de Dominique Grisoni et Robert Maggiori, « Lire Gramsci », arrive à point pour faire ressurgir un véritable trésor : Gramsci, instrument très actuel pour comprendre les conditions du passage au socialisme dans les pays occidentaux.

Le P.c.i. raconte volontiers, dans une intention misérabiliste de sanctification évidente, que Gramsci connut la famine. En fait, il était de la petite bourgeoisie sarde, fils d'un employé du cadastre. Dès le lycée, il fut mis au contact des réalités politiques à travers le militantisme de son frère qui était inscrit au Parti socialiste. De son milieu, de sa Sardaigne natale, il n'avait d'abord retenu que des revendications d'autonomie : les Italiens continentaux, les « Nordistes », n'étaient que des coloniaux qui exploitaient le Sud de l'Italie et les îles. Une bourse d'études pour l'université de Turin vint à point pour lui faire connaître d'autres réalités : dans le Piémont, il découvrit la classe ouvrière, c'est-à-dire ces mineurs dont l'écho des luttes ne parvenait pas jusqu'au bout méridional de la botte italienne ; leur lutte était la même que celle des Sardes ! Après son adhésion au Parti socialiste, en 1913, Gramsci comprit bientôt des choses essentielles que les dirigeants de son propre parti ne voulaient pas examiner.

La guerre en fut l'occasion : les paysans se faisaient tuer au front, tandis que les travailleurs restaient à l'arrière pour faire marcher les usines. Suivant Mussolini, les socialistes italiens étaient passés d'une neutralité passive à une neutralité offensive, paysans et ouvriers s'insultaient mutuellement, tandis que le Parti socialiste bénissait un bellicisme nationaliste. Déjà pour Gramsci se posait le problème du « parti politique ».

Deux événements allaient lui permettre de préciser ses interrogations. La Révolution russe et les conseils d'usine en Italie. Gramsci fut d'abord mis en présence d'un Parti socialiste qui applaudissait Kerinsky et saluait cette « nouvelle révolution de 1789 ». Seul Gramsci vit la possibilité d'un processus qui aille plus vite et plus loin, et seul il accueillit avec joie la victoire des bolcheviks et expliqua que « faire l'économie d'une révolution bourgeoise » était une bonne chose pour le peuple quand cela était possible. Seul il justifia la paix signée par Lénine avec l'Allemagne. De fait, par ses analyses, il se mit en position d'oppositionnel à l'intérieur du Parti socialiste italien. Avec Togliatti et Tasca, retour de guerre, il créa un journal, d'abord hebdomadaire puis quotidien : « Ordine Nuovo ». Explicitant le modèle des Soviets, cette presse servit sans



conteste d'appui théorique aux conseils ouvriers qui occupèrent les usines des grands centres industriels de la région turinoise en 1920.

De ces événements, de l'échec des ouvriers italiens, il tira d'importantes conséquences qui valent encore pour aujourd'hui : premièrement, syndicats et partis politiques ne peuvent se confondre ; le syndicat est incapable par nature de transformer une prise de conscience « trade-unioniste » en une volonté de remise en cause politique. Deuxièmement, un parti qui ne soutient pas vraiment les luttes doit être rapidement transformé. Troisièmement, après une période violente de lutte des classes, les retombées ne peuvent être que violentes : soit les exploités triomphent et maîtrisent les exploiteurs d'hier, soit la bourgeoisie au pouvoir entre dans une phase de réaction et de répression vengeresses. Et Gramsci de tirer des conclusions : les ouvriers ont perdu, attention ! Le Pouvoir en place va serrer la vis. Seul, là encore, Gramsci prévoyait la menace fasciste et dénonçait le danger que représentaient les partisans de Mussolini. Pour Gramsci, il fallait que le Parti socialiste rectifiât ses positions, et vite ! Car Gramsci n'était pas partisan d'une scission du mouvement ouvrier.

Les circonstances la lui imposèrent avec les fameuses conditions posées par Lénine et la IIIe Internationale. Au congrès de Livourne — pendant le congrès de Tours en France — les minoritaires s'en allaient et créaient le Parti communiste italien. Gramsci les suivit, peut-être de mauvais cœur, mais il ne voulait plus composer avec un passé d'erreurs que les ouvriers avaient payé cher.

La suite lui donna, hélas, raison : tandis qu'en tant que député communiste il mettait en garde le peuple italien contre la montée du « péril noir », les parlementaires socialistes signaient avec les députés fascistes un « pacte de pacification », de non-agression réciproque. Dans le même temps, Gramsci attirait l'attention sur le danger qu'il y avait à soutenir la petite bourgeoisie ; pour lui, cette classe était apocalyptique et, voyant lui échapper le pouvoir politique, était prête à en saborder les bases : le parlementarisme ; pour lui, ces « desesperados » étaient les plus sûrs alliés de Mussolini. Par contre, le Parti socialiste les soutenait inconditionnellement... Prêcheur dans le désert — la majorité de la classe ouvrière était restée au Parti socialiste — Gramsci avait vu juste. Il fut lui-même bientôt arrêté, malgré son immunité parlementaire. Chacun connaît la suite...

Pendant les 10 années où il survécut derrière les barreaux, Gramsci écrivit ses « Cahiers de prison » : un précieux héritage, où il trace les conditions d'un passage définitif et irréversible au socialisme dans un pays occidental industrialisé. Le temps n'est plus où il fallait justifier Gramsci ou cacher ses textes — les Staliniens ne s'en privèrent pas. Le temps est venu où il faut partir de Gramsci, de ses analyses, s'en servir comme un outil pour faire avancer le socialisme.

L'apport théorique de Gramsci est considérable, parce qu'il dépasse la vieille thèse du « socialisme dans un seul pays » et refuse à l'avance la notion de « modèle soviétique » irréfutable que prônera Staline. Parce que, considérant l'Occident, Gramsci montre qu'un changement de « société politique » par prise de l'appareil d'Etat n'est pas suffisant, qu'il faut aussi faire main basse sur les ramifications de la « société civile » : les moyens d'information qui diffusent l'idéologie dominante. Gramsci a remarquablement posé des questions sur la notion de « légalité », sur la place des intellectuels dans le parti, sur la pédagogie inhérente à toute lutte politique (« Il s'agit d'élever les masses et non pas de faire de l'ouvriérisme en s'abaissant vers elles »), etc. Toutes les interrogations de Gramsci valent donc pour aujourd'hui. Et s'il est vrai que leur pertinence peut gêner certains conformismes — avoués ou camouflés — les partisans et artisans d'une solution socialiste française se doivent de relire Gramsci de toute urgence, à la lumière de l'Histoire qu'il a vécue et analysée.

Ils n'y trouveront peut-être pas de solution toute faite, mais ils y découvriront à coup sûr un mode de pensée et des avertissements dont on ne peut pas ne pas tenir compte.

JEAN MONTAGNARD

Si vous voulez vraiment aider
le Parti socialiste

ABONNEZ-VOUS OU ABONNEZ L'UN DE VOS AMIS A



l'unité

EN UTILISANT JUSQU'AU 15 DECEMBRE
LA FORMULE SPECIALE 15 SEMAINES - 25 FRANCS

BULLETIN D'ABONNEMENT SPECIAL
à retourner à l'Unité, 41 boulevard Magenta
Paris 10ème

Je soussigné .....

Demeurant .....

désire souscrire un abonnement spécial de 15 semaines pour 25 francs que je vous adresse

par chèque bancaire ☐
par chèque postal ☐
ou virement
au C.C.P. L'Unité ☐
3034980 La Source

Le bulletin d'abonnement normal d'un an est en page 23.

changer la vie culturelle

Théâtre
INTIMISME ET REALISME

Sur un paquebot fantomatique, des couples se font, se défont, s'entrecroisent. Vagues d'amour pour une croisière sans but. Ainsi est symbolisée la vie dans la dernière pièce de Jean-Pierre Bisson : « Smoking », jouée actuellement au Théâtre mécanique. On pense à « La ronde » de Max Ophuls. Mais là, point de musique baroque. Simplement, un piano et un accordéon qui donnent pour deux sous d'airs de guinguette. Bisson habite entièrement ces passions furieuses, irrationnelles rencontres d'un soir de bal musette. Tous les personnages sont des lambeaux de l'auteur, des facettes d'une trinité sans solution définitive : l'amour, le couple et la jalousie. Ces trois ingrédients permettent bien des recettes. Celles de Bisson méritent d'être vues.

A cet intimisme, Jacques Bailliart et le Théâtre de Saône-et-Loire préfèrent la mise à distance de ce qu'ils racontent. Grâce à l'invitation des Ateliers-Théâtre du XXe, Paris découvre ce style de jeu minutieux, techniquement parfait. Dans son genre, « La vie continue », présenté au Théâtre des Deux-Portes, est un chef-d'œuvre. Humour, tendresse et révolte traversent et irriguent les trois sketches du spectacle. Trois scènes de la vie quotidienne : un petit épicier passe ses commandes, une vieille dame nourrit les oiseaux d'un square, une famille de petits-bourgeois augmente ses revenus en vissant des boulons la nuit... comme d'autres font des enveloppes. Ce réalisme rigoureux, mais facile d'accès, explique l'impact de la troupe auprès des comités d'entreprise et des écoles, dans la région de Chalon.

J.-P.L.

Télévision
UN SUJET TABOU

S'il est un sujet tabou, c'est bien celui-ci : l'homosexualité. Le problème risque d'autant moins d'être sérieusement posé que l'opinion publique, de façon générale, n'est absolument pas informée et que les gens concernés n'osent pas, dans la plupart des cas, avouer « leur vraie nature ». C'est à cette honte et à cette ignorance que l'émission médicale d'Igor Barrère, Etienne Lalou et Pierre Desgraupes entend s'attaquer (jeudi prochain à 22 h 05, 1ère chaîne).

Des spécialistes et des médecins seront là pour énoncer quelques évidences qui devraient gommer toutes les hypocrisies. Force est d'abord de constater, comme l'a fait le Pr Henri-Pierre Klotz, que les tendances homophiles existent bel et bien dans la nature, tant chez l'homme que chez les espèces animales. Des observations de Jean Rostand l'ont d'ailleurs confirmé. Le « rapport Simon » sur la sexualité des Français a enregistré 3 % des personnes interrogées (dont une majorité d'hommes) déclarant avoir eu des relations de ce genre (et 14 % refusant de se prononcer). Par ailleurs, une association française, « Arcadie », a soumis la population parisienne au même type de sondage ; les résultats, donnés par Marc Daniel et André Baudry, sont là : une femme sur 15 est lesbienne, 8 % des hommes sont pédérastes.

Autre préjugé à évacuer : il n'y a pas que les intellectuels qui soient homosexuels ; il se trouve des paysans ou des manœuvres qui le sont ; sans compter que les micro-sociétés spartiates qui constituent l'essentiel du mode de vie des travailleurs immigrés conduisent également à des pratiques de ce type. L'homosexualité n'a rien à voir avec les attitudes quasi exhibitionnistes de quelques privilégiés oisifs.

J.M.

Cinéma
LE FASCISME EN CHEMISE BLANCHE



1930 en Italie. Parce qu'il refuse de prêter serment de fidélité au fascisme, le jeune professeur Rossini est envoyé en « villégiature »dans une île du Sud pour une durée de cinq ans. Le chef de la police locale, trop courtois pour être honnête, l'aide à bénéficier de certains privilèges que les autres prisonniers issus de classes modestes n'ont pas, et tente de lui faire changer d'opinion afin de lui faire reprendre sa place à l'Université. Rossini est sur le point de se rallier aux thèses « aimables » de ce policier — « l'homme de culture, serviteur de l'Etat, et non sbire » — lorsqu'un détenu communiste est assassiné clandestinement. Rossini comprend alors que le sourire du commissaire cache le véritable visage de la dictature.

Le fascisme des Chemises noires, on connaît : les bottes, les vociférations, la matraque, les exécutions... On discerne parfois moins aisément le fascisme permanent, ordinaire, qui n'ose pas dire son nom et qui distille un poison bien plus dangereux. C'est la leçon de « La Villeggiatura », premier long métrage d'un réalisateur venu de la télévision, Marco Leto. Un film débordant d'intelligence et politiquement très riche.

De passage à Paris pour présenter son film, Leto a analysé fort pertinemment ce fascisme courtois, modéré, tentateur, qui propose des compromis. Un fascisme qui « n'est pas une maladie, mais une conséquence logique de l'Etat libéral ». Leto précise à « l'Unité » : « Notre conscience est en repos dans la mesure où nous limitons le fascisme à un fait historique daté, où nous acceptons chacun une villégiature : vous, moi, avec notre famille, notre travail... On ne peut pas faire de choix politique qui ne soit aussi un choix moral. Fascistes, antifascistes, démocrates... c'est toujours le même pouvoir qui change de chemise sans changer de mentalité. Et les mêmes chemises blanches aux mêmes postes, qui proposent les mêmes alibis pour nous convaincre de renoncer ».

JEAN-LUC DOUIN

LA CAMPAGNE D'ITALIE

Censeurs de tous les pays, unissez-vous : pendant que Maurice Druon interdit « Histoires d'A », la liberté de la diffusion culturelle prend des coups analogues en Italie : le tribunal de Messine a suspendu les projections de « Lucky Luciano » en Sicile et — sur plainte de la P.j. — le procureur de Gênes a saisi, pour « obscénité », le dernier Elio Petri, « La propriété n'est plus le vol ».

Les Parisiens ont plus de chance : ils pourront voir ce film mardi soir à Censier, présenté par Petri lui-même. C'est le début d'une série de « mardis transalpins » lancés par le professeur d'histoire du cinéma italien de Paris III, Christian Depuyper. Sous forme de projections-débats (entrée gratuite) d'inédits de cinéastes peu connus en France, et en leur présence. Il est significatif que l'Université prenne ainsi le relais quand les distributeurs français manquent par trop d'audace.

S.R.

L'Etat a laissé se développer les habitations à proximité du futur aéroport sans pour autant prévoir les problèmes posés par la circulation.

La plaine de France... Des routes droites bordées d'arbres aux lignes noires, qui sentent déjà le Nord. Des champs de blé et de betteraves que dominait parfois la silhouette d'un cheval monté par un paysan silencieux. Des villages fermés sur eux-mêmes. Des sucreries à l'odeur douceâtre. Au loin, vers l'ouest, la masse sombre des forêts et, vers le sud, le toit vert de l'église des rois, Saint-Denis. Plus loin encore, le Sacré-Cœur de Montmartre, la Tour Eiffel, Paris dans un brouillard léger.

En 1914, des hauteurs de Vaudherland, une patrouille de Uhlans regarde l'insaisissable capitale. Il leur a fallu attendre vingt-cinq ans pour que leurs fils foulent les pavés des Champs-Elysées. Car ce plateau était une sorte de cul-de-sac des invasions. Les Francs de Mérovie l'occupèrent et en firent la France. Avec, au milieu, un village comme un autre, Roissy-en-France, à partir d'une ville gallo-romaine.

Des siècles immuables. Puis le grondement des réacteurs des supersoniques. Demain est déjà présent : un jour de fête, un Tupolev s'écrase sur une petite ville devenue, en quelques minutes, la copie de ce que la guerre nous avait fait connaître il y a vingt-cinq ans. Et des hommes et des femmes qui s'interrogent : dans quelques mois, mars 1974, la ronde va commencer. Dans dix ans, un avion atterrira ou décollera toutes les 31 secondes, de jour comme de nuit.

Les chiffres sont simples, et exaltants comme toujours. En 1974, l'aérodrome ouvrira sa première aérogare, avec une capacité de 7 millions de passagers par an, c'est-à-dire à peu près celle d'Orly-Sud en 1970. Avec des pointes de trafic plus fortes si, comme prévu, la majorité des vols transatlantiques, avec gros porteurs et supersoniques, arrivent et partent de là. Vers 1978-1980, ouverture d'une deuxième aérogare, qui portera la capacité annuelle à 30 millions de passagers. Enfin, à l'horizon 1985, 50 millions de passagers par an. Cet horizon-là sera bouché par un ballet minutieusement réglé d'énormes oiseaux métalliques qui feront lever en vols effarouchés les corneilles de l'église de Louvres.

Ils seront 250.000

Il faut bien des aérodromes. La vie moderne l'exige, maintenant que le temps est de l'argent et que le monde se rapetisse au gré du progrès des techniques. Et puis, n'est-ce pas, c'est du travail. En 1985, 85 000 emplois nouveaux pour les employés de l'aéroport et les activités « induites ». Plus 15 000 navigants. Il faudra construire 65 000 logements, avec l'espoir que la moitié des futurs travailleurs de l'aéroport logeront dans la ville nouvelle de Marne-la-Vallée, le reste se répartissant sur les secteurs de Luzarches et de Survilliers et vers la ville nouvelle de Cergy-Pontoise. L'aéroport sera un élément d'entrainement dans une région en pleine expansion.

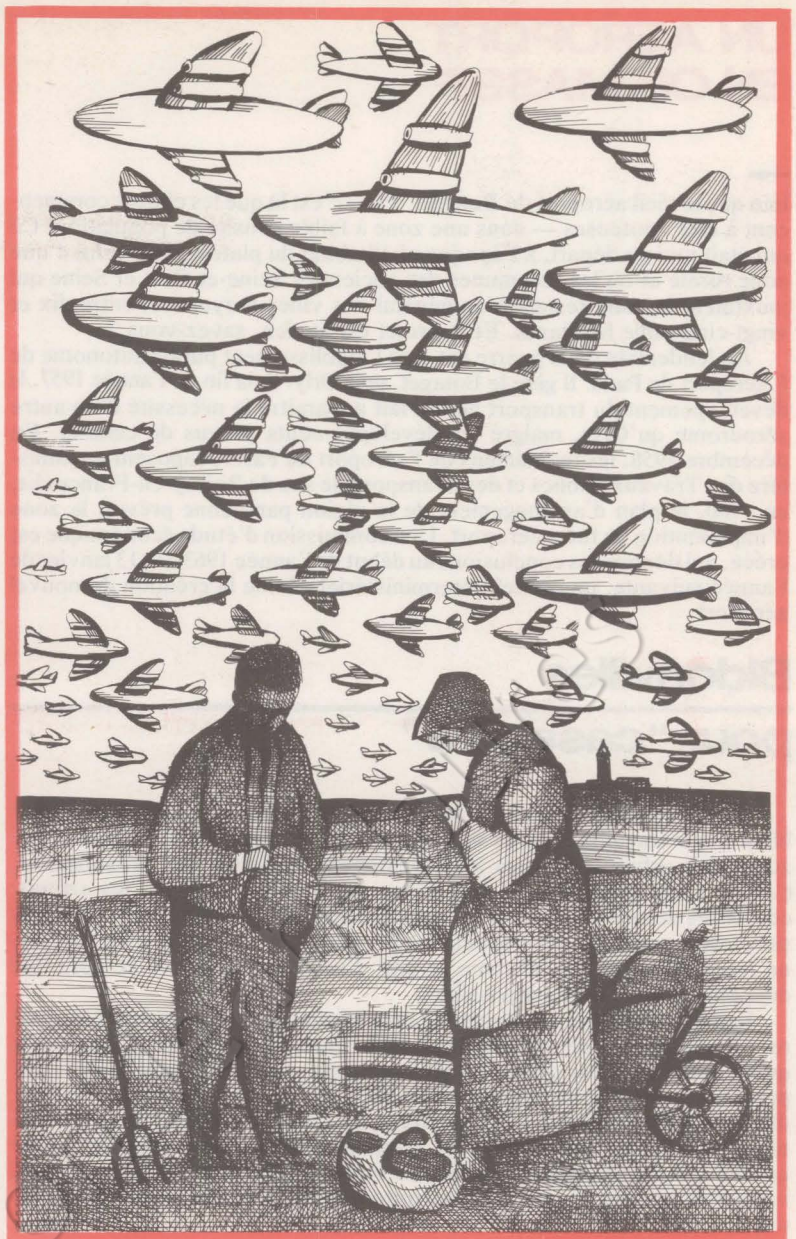
Là encore, la statistique parle, mêlant à partir de 1970 ce qui est fait, ce qui est en train de se faire et ce qui devrait être fait. Les gros morceaux, d'abord : 120 000 logements à Cergy-Pontoise, 100 000 logements à Marne-la-Vallée, 68 000 logements dans la vallée de l'Oise, autour de Creil et de Pont-Saint-Maxence, 40 000 logements à Aulnay-Sevran, en Seine-Saint-Denis. Puis les morceaux moyens : 25 000 logements au Claye-Souilly, 20 000 à Meaux, 20 000 à Luzarches-Persan-Beaumont, 35 000 à Compiègne, 17 000 à Senlis, 12 000 à Survilliers, 10 000 à Chantilly, 10 000 à Villers-Cotterets-Crépy-en-Valois. Enfin, les broutilles, le « saupoudrage » : 7 000 logements à Nanteuil-Plessis, 7 000 autour de Dammartin, 4 000 dans le secteur La Chapelle-en-Serval-Orry-la-Ville.

Au milieu, la tache de l'aéroport. Avec sa zone de nuisance, s'étalant en pointes multiples comme de l'encre jetée sur une feuille. Des pointes vers Meaux, vers Survilliers, vers Persan-Beaumont, sur la forêt de Montmorency, Sarcelles, Blanc-Mesnil, Villeparisis et en direction de Marne-la-Vallée. Des pointes à partir des pistes colossales, capables de propulser vers le ciel des avions de 300 ou 400 tonnes et les supersoniques.

Dessous, en 1973 déjà, 250 000 personnes. Des zones pavillonnaires, des ensembles H.l.m., des écoles, des crèches, des maisons de repos. En 1985, 600 000 personnes, des zones pavillonnaires, des ensembles, etc. Et le ballet des décibels.

Il faut bien des aérodromes. La plaine de France ? L'idéal, n'est-ce pas, ce plateau largement dégagé. A 28 km de Notre-Dame de Paris, 12 km plus

→



UN AEROPORT EN OR MASSIF

UN AEROPORT EN OR MASSIF

→

loin que le vieil aéroport du Bourget. Et — c'est là que les choses commencent à être douteuses — dans une zone à faible densité de population. Ce qui était vrai au départ, à l'époque où l'habitat du plateau était celui d'une zone rurale et où les communes des anciennes Seine-et-Oise et Seine qui jouxtaient la zone restaient en général des villes moyennes, entre dix et vingt-cinq mille habitants. Et le projet est ancien, savez-vous ?

Au lendemain de la guerre est créé l'établissement public autonome de l'Aéroport de Paris. Il gère le Bourget, puis Orly. A la fin de l'année 1957, le développement du transport aérien fait apparaître la nécessité d'un autre aérodrome qu'Orly, malgré les développements prévus de celui-ci. En décembre 1958, les techniciens de l'aéroport de Paris proposent au ministère des Travaux publics et des Transports le site de Roissy-en-France. Et, en 1960, le plan d'aménagement de la région parisienne prévoit la zone d'implantation du futur aéroport. Une commission d'étude économique est créée, qui dépose ses conclusions au début de l'année 1963 ; le 13 janvier de l'année suivante, un conseil interministériel décide la création du nouvel aéroport.

Bidonvilles pour "casseurs"

Où le bât blesse, c'est que les techniciens et autres statisticiens semblent avoir travaillé à partir de documents très imprécis à la fois sur les zones déjà urbanisées et sur les développements futurs de l'urbanisation. Certes, on le proclame : il faut éviter par tous les moyens les erreurs commises autour d'Orly, où les constructions d'habitations ont été faites sans tenir compte du développement de l'aéroport. A Roissy, c'est juré, on ne recommencera pas. Comme on part d'une terre vierge — ce qui n'est déjà plus vrai — tout est possible.

Faudrait-il encore qu'on prenne immédiatement une mesure élémentaire : l'interdiction de construire dans la zone de nuisance. C'est-à-dire qu'on commence par définir rapidement cette zone, en tenant compte des progrès techniques facilement prévisibles des transports aériens, secteur dans lequel la fabrication des appareils nouveaux exige une dizaine d'années d'études préparatoires. Or, il faudra attendre le 2 avril 1972 pour qu'une circulaire signée du ministre Albin Chalandon interdise la délivrance de tous les permis de construire dans les zones A, B et C, c'est-à-dire les trois zones enfin définies touchées par les nuisances et intéressant le territoire de 21 communes.

Inutile de dire qu'entre-temps la construction s'en est donné à cœur joie. Pour plusieurs raisons, les unes légitimes, les autres moins heureuses. De paisibles citoyens ont cherché à se loger ou à améliorer leur habitat. Des élus se sont laissés aller à la tentation courante du développement de leur commune. Des spéculateurs, comme partout, ont fait la chasse aux terrains libres. D'autres, encore plus calculateurs, ont pensé que la construction dans des zones de nuisance entraînerait plus tard des indemnisations intéressantes. Au total, là comme ailleurs dans la région parisienne, l'urbanisation contrôlée ou sauvage a connu son développement classique.

Cependant, il y avait des gens inquiets et qui le disaient. En 1965, l'enquête d'utilité publique auprès des services administratifs et des communes fait apparaître des réserves chez plusieurs de ces dernières. Il n'en est pas tenu compte, sinon par le lancement d'une campagne de justification organisée et payée par l'aéroport de Paris, qui fait miroiter les avantages de développement économique. Ce qui ne suffit pas à calmer les esprits et en 1968, à la suite notamment d'une intervention du maire socialiste du Thillay, est née une commission pour l'étude de la gêne causée par le bruit des avions. Les conclusions de cette commission déposées en fin d'année sont suffisamment alarmantes pour que la Direction des bases aériennes s'oppose à la publication des courbes ainsi déterminées. Sous prétexte que le grand public — en particulier les riverains des aéroports — serait incapable de les interpréter correctement. La presse publiera cependant la plupart de ces documents.

Cependant les riverains d'Orly, qui savent déjà par l'expérience vécue ce que signifient les fameuses courbes, ont créé leur propre comité de défense. En 1969, un comité de même nature sera mis en place pour Paris-Nord, comité qui engage immédiatement une action en profondeur, en même temps que les maires des communes concernées. Selon la procédure habituelle, les services « compétents » organisent des réunions, reçoivent, distribuent de bonnes paroles, reconnaissant plus ou moins franchement l'existence d'un problème. Mais la machine poursuit sa marche inexorablement, écrasant tout sur son passage. Il y avait, par exemple, à Montmorency, un sous-préfet qui se considérait souvent comme le défenseur des populations touchées par les nuisances du futur aérodrome : par une remarquable coïncidence, ce fonctionnaire sera envoyé ailleurs, aux champs peut-être.

Pendant ce temps, on construit toujours. Les zones sont classées, déclassées, reclassées. On voit même naître des sortes de bidonvilles accueillant les « casseurs » intéressés par ce grand bouleversement. En fonction de ces variations, les cours des terrains bâtis ou non bâtis montent ou dégringolent, ce qui fait le bonheur des uns et le malheur des autres.

Cependant, l'action menée par les riverains organisés au sein du comité de défense que dirige un homme dynamique, Bories, et par de nombreux élus commence à porter quelques fruits. On a vu qu'en 1972 les permis de construire ne sont plus autorisés dans les 21 communes des zones A, B et C. L'année précédente, en novembre, un conseil interministériel a prévu de rechercher des solutions au problème des nuisances et le ministre des Transports a confirmé cette intention lors de la discussion de son budget. Les réalisations ne seront pas à la hauteur des promesses. Le décret qui paraîtra au début de l'année 1973, ainsi que les circulaires d'application, sont si décevants pour les riverains qu'ils décideront d'attaquer le premier en Conseil d'Etat et les seconds devant le tribunal administratif. Les manifestations qui suivront la chute du Tupolev, lors de la fête aérienne du Bourget, montreront l'ampleur du mécontentement, ce drame ayant accru la capacité de mobilisation des populations concernées.

On en est là. L'Etat a laissé pendant huit ans se développer les surfaces d'habitation à proximité du futur aéroport. C'est ce que constate l'exposé des motifs d'un projet de proposition de loi préparé et soutenu par les socialistes du Val-d'Oise. L'indemnisation des riverains se fera dans des conditions surprenantes. D'abord on ne tient pas compte de la situation telle qu'elle sera en 1985, ce qui réduit considérablement les zones protégées. Ensuite, l'indemnisation ne concerne que les habitants de la zone A, dite zone de bruit intense, selon des critères laissés sans précision à la discrétion de ministères et de l'Aéroport de Paris. Quant à la participation aux dépenses d'insonorisation des locaux d'habitation, elle se fera avec une intervention maximum du fond de 66 % des frais engagés et elle concerne au plus trois pièces par logement. Enfin, la date de référence servant aux insonorisations est fixée au 1er juillet 1970.

De plus, aucune étude sérieuse ne paraît avoir été faite sur le coût de ces différentes opérations. Pour alimenter le fond, une taxe de 1 à 3 F par passager est prévue, ce qui remet la charge nouvelle strictement sur le dos du particulier utilisant le transport aérien, qu'on affirme vouloir démocratiser. En revanche, l'instauration d'une taxe proportionnelle au tonnage de fret transporté — 2 à 3 millions de tonnes par an en 1985 — n'a pas été retenue, sans doute parce qu'elle toucherait directement les compagnies aériennes et les entreprises privées.

Sur la base des prévisions de trafic pour 1985, il est évident qu'il faut prévoir dès maintenant une protection complète des riverains. Pour la zone A, l'indemnisation doit être totale et permettre le relogement dans des conditions équivalentes à ce qui était possédé par le riverain, qui doit être considéré comme un véritable sinistré. Dans la zone B, zone de bruit fort, le choix doit être laissé entre le relogement et l'insonorisation. Dans la zone C, l'insonorisation peut devenir la règle. Bien entendu, l'insonorisation et en conséquence la climatisation des bâtiments publics et des établissements à usage collectif sont nécessaires.

Mais l'imprévoyance gouvernementale n'a pas joué seulement pour l'habitat et les nuisances. La transformation du nord-est parisien par l'implantation d'un aéroport moderne, c'est-à-dire l'apport de populations nouvelles, d'un supplément de travailleurs et de millions de voyageurs pose des problèmes de trafic et de circulation qui s'ajouteront à ceux déjà existants dans la banlieue parisienne. Une fois encore, en face de données connues, le gouvernement a fait pendant des années le sourd, n'écoutant même pas ses propres amis politiques qui, notamment au district parisien, le mettait en garde. Maintenant, dans la précipitation la plus absurde, on essaie de rattraper partiellement le temps perdu.

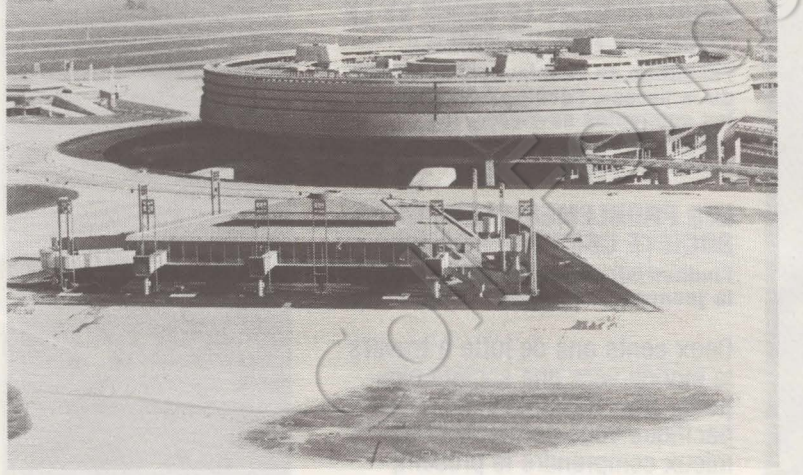
Deux ans de retard

En matière routière, le bilan est facile à établir. Le nouvel aéroport, qui va entrer en service, soulignons-le, dès le printemps prochain, dispose d'une seule voie à grande circulation, l'autoroute A 1 Paris-Lille, qui débouche sur le boulevard périphérique à la porte de la Chapelle. Il suffit d'emprunter cette voie aux heures dites de pointe pour savoir qu'elle est saturée, comme l'est d'ailleurs le périphérique lui-même. Or les prévisions pour 1985 montrent que les seuls déplacements des personnels de l'aéroport entraîneront un trafic supplémentaire de 8 000 voitures particulières, de 200 autobus et de 9 trains, à supposer que les utilisateurs se répartissent harmonieusement entre ces trois modes de transport. Pour les voyageurs, il faudrait un trafic aller et retour de 7 500 voitures particulières et taxis et de 250 autobus. Enfin, les visiteurs et les trafics à vide des taxis et des accompagnateurs lanceront sur les routes plus de 1 000 véhicules par jour. Ce qui suppose — merveille de l'étude statistique ! — dix voies d'autoroute dans le sens le plus chargé. Il faudrait donc au minimum tripler l'autoroute A 1, à supposer que tous les déplacements se feront vers Paris, ce qui n'est pas vrai pour les employés mais l'est à peu près complètement pour les voyageurs.

Dès 1974, un cinquième de ce trafic est prévisible, qui passera au quart l'année d'après. Ce qui, compte tenu de l'augmentation « naturelle » de la circulation routière — à moins que le pétrole ne devienne une denrée rarissime — enfonce déjà les possibilités d'A 1. Une déviation avait donc été prévue en direction de l'antenne de Bagnolet par la mise en service de l'autoroute B 3 qui, par Aulnay et Bondy, rejoindra l'autoroute A 3 à Noisy-le-Sec. Or A 3 est déjà aux heures de pointe, le matin et le soir, à la limite de la saturation puisqu'elle dessert à la fois les zones sud-est de la Seine-Saint-Denis et nord-est du Val-de-Marne. Les prolongements prévus de l'antenne existante iront d'ailleurs ensuite — et pas avant la fin de la décennie — drainer Marne-la-Vallée.









L'objectif immédiat est donc, malgré la médiocrité des résultats prévisibles : tout sur B 3. Les travaux sont menés tambour battant et on dit même qu'une substantielle indemnité journalière a été promise aux entreprises pour chaque journée gagnée sur la programmation des travaux.

Le transport ferré n'est pas mieux loti. Des projets grandioses avaient été élaborés, notamment celui d'un double R.e.r. Nord-Sud, Roissy, Villeneuve-Saint-Georges et Creil-Trappes. Il a fallu renoncer à la novation, l'expérience du premier R.e.r. ayant montré les risques financiers qu'une telle entreprise entraînait. Aujourd'hui, l'utilisation des infrastructures existantes est à la mode. Pour Roissy, un raccordement a donc été prévu sur la ligne gare du Nord-Mitry-Mory, avec embranchement à Aulnay-sous-Bois : 12,6 km de voies qui par les Zup de Sevran et de Villepinte conduiront à l'aéroport, mis à 20 minutes de la gare du Nord par les trains directs. Mais, pendant des années, le gouvernement s'est désintéressé du projet : en catastrophe, il a obtenu en juillet dernier des crédits du District parisien — crédits retirés à d'autres équipements — et a imposé à la S.n.c.f. de bâtir et mettre en service la ligne en deux ans, au lieu des trois années primitivement prévues. Au mieux, les trains iront donc de l'aéroport à la gare du Nord au début 1976, soit deux ans après la mise en service de l'aérodrome.

Il faut prévoir aussi ce que les spécialistes appellent les migrations quotidiennes des personnels, notamment en direction de Marne-la-Vallée, qui doit loger une partie importante des salariés de l'aéroport — auxquels s'ajouteront celles des nouvelles implantations industrielles, notamment Citroën dans la zone Blanc-Mesnil-Aulnay. Il y a bien un projet de mise en service voyageurs d'une partie de la grande ceinture, entre Aulnay et Marne-la-Vallée. Mais ce n'est qu'une proposition et le principe n'en est même pas encore retenu.

Enfin, l'autre grande question reste la liaison entre les deux aéroports, entre Orly et Roissy. Il ne servirait à rien de mettre trois heures et demie pour aller de Roissy à New York s'il fallait mettre autant de temps pour se rendre de Roissy à Orly, ce qui serait le cas actuellement aux heures de pointe. L'hélicoptère ? On objecte la quantité d'appareils nécessaires et l'impossibilité de transporter finalement les bagages. Il y avait l'aérotrain, 20 minutes entre les deux aéroports pour 3 à 4 000 voyageurs à l'heure par sens. Mais Pompidou a tranché : l'aérotrain sera construit de Cergy-Pontoise à La Défense, parce que moins long il coûtera moins cher et que le District, toujours complaisant, a offert des crédits retirés à une voie ferrée.

Les services régionaux de l'équipement ont également suggéré une navette par la grande ceinture qui outre la liaison directe entre les deux aérodromes servirait de liaison interbanlieue et assurerait le transport d'une partie non négligeable du fret aérien. Il paraît que ce n'est pas possible, la grande ceinture étant déjà surchargée dans certains secteurs par le transport des marchandises. Il ne semble cependant pas qu'ait été évalué le coût exact des aménagements nécessaires pour un projet qui mettrait Orly à 45 minutes de Roissy.

Décision du prince

Reste donc pour le futur les vertus de « l'interconnexion », c'est-à-dire l'utilisation conjointe des réseaux S.n.c.f. et R.a.t.p. grand gabarit par le cœur de Paris. La ligne de Sceaux sera prolongée jusqu'au Châtelet. Une gare souterraine sera construite en-dessous de l'actuelle gare du Nord. Une antenne Orly-Antony sera le pendant de celle de Roissy à Aulnay. Et entre la gare du Nord et le Châtelet, une voie souterraine et triomphale, capable de supporter dans chaque sens trente trains à l'heure, assurera deux grands courants de circulation traçant une gigantesque X sur la région parisienne de la zone de Creil à celle de Massy-Trappes.

De quoi s'occuper jusqu'en 1990 si d'ici là des crédits miracles ne sont pas trouvés. En attendant, les voyageurs et les travailleurs de Roissy-en-France useront des autocars des compagnies, des autobus de la R.a.t.p., des taxis et de leurs voitures particulières et se lanceront dans la grande aventure de la circulation parisienne. Les nuisances des échappements — pollution et bruit — de cette circulation nouvelle s'ajouteront, pour les habitants des communes autour de l'aéroport et entre celui-ci et Paris, au vacarme des avions passant à basse altitude au-dessus des toits. Le miracle est réussi, à 28 km des tours de Notre-Dame, alors que partout on essaie de placer les axes de décollage sur des zones désertes et appelées à le rester. L'imprévision et l'imprévoyance ont conduit à ce résultat — qu'il fallait vraiment vouloir ! — qu'un équipement neuf pouvant bénéficier de tous les avantages du progrès aura des conséquences aussi désastreuses que l'ancien, ajoutant aux difficiles problèmes de l'adaptation de structures héritées du passé et souvent honorables ceux d'une ambition moderne sabotée par la médiocrité des hommes et des idées.

Pardon. Il faut rectifier avant d'en terminer. Le sens de la grandeur ne serait pas tout à fait perdu au pays de l'inflation galopante. Le président de la République vient en effet de décider que l'aéroport de Roissy-en-France s'appellerait Charles de Gaulle, et non pas Roissy-en-Gaulle comme le suggèrent certains humoristes. Nous voilà rassurés. De l'Arc de Triomphe à l'aérogare numéro 1, la continuité française est présente. Et pendant que les techniciens évaluent le coût de cette décision du prince — il faut refaire brochures, papier à en-tête, poteaux indicateurs, signalisation, etc., mais nous sommes assez riches pour ça — celui-ci peut rêver déjà de l'heure où les ailes des supersoniques emporteront vers les quatre coins du monde le nom du maître par-dessus les têtes courbées du bon peuple abruti de bruit et d'embouteillages.

CLAUDE FUZIER



Jean Rostand préside le Comité de lecture de la grande collection LIBERTE EGALITE FRATERNITE L'Humanité en Marche

groupant des historiens, écrivains, journalistes, universitaires, responsables syndicalistes, militants politiques de tous les horizons de la pensée et de l'action démocratiques et socialistes.
Quel a été le but exaltant de ces hommes, parfois confrontés entre eux, et soudain unis devant une aspiration commune ?
Présenter sous une forme unique à ce jour une vaste fresque de tous les mouvements révolutionnaires, populaires, démocratiques du monde entier.
La forme ? Chaque volume comprend une préface, une étude, un roman, d'auteurs prestigieux et de personnalités de premier plan.
L'ampleur ?

LES PERIODES HISTORIQUES QUI CHANGERENT LA FRANCE :
1789, 1793, les Trois Glorieuses, la Commune de Paris, le Front populaire.

LES GRANDES ETAPES DE L'HISTOIRE MONDIALE :
l'Amérique latine, l'URSS, la Chine, les Etats-Unis, l'Afrique, etc.

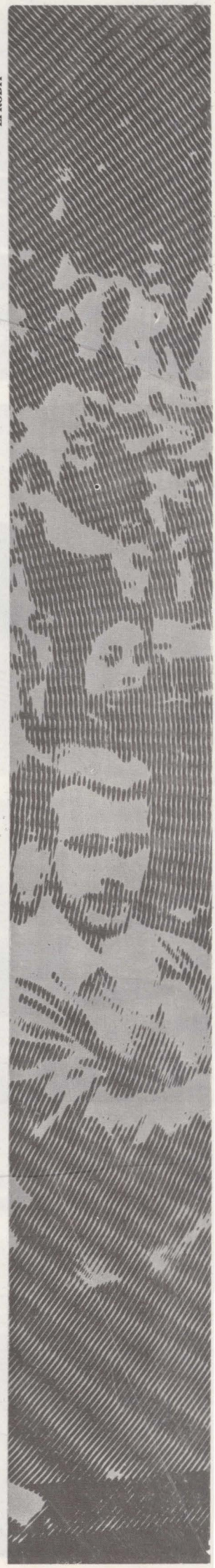
LES THEMES-FORCE QUI MOBILISERENT LE GENIE ET LE COURAGE DES HOMMES :
l'abolition de l'esclavage, la liberté de la presse, l'école démocratique, les conquêtes ouvrières, les résistances à l'oppression, la lutte contre le racisme.

LES PROBLEMES-CLEFS DE LA SOCIETE CONTEMPORAINE :
l'industrialisation, les paysans, la jeunesse, la femme.

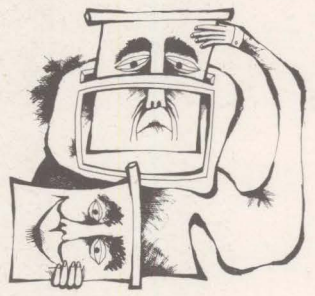
Deux cents ans de lutte à travers le monde vers une société plus juste, plus fraternelle, plus pacifique vous permettront de mieux comprendre le présent, d'imaginer l'avenir.
"L'Humanité en Marche - Liberté Egalité Fraternité" vous offre la vision la plus large, la plus objective - puisqu'il s'agit d'une œuvre collective - la plus accessible, la plus vivante de l'histoire du monde démocratique.

Pour tous renseignements s'adresser aux Editions Martinsart, 58 rue des Capucins 41-Romorantin

EPRODIT



Au risque de vous plaire



Télévision

VENDREDI 23 NOVEMBRE

Il y a 10 ans, l'attentat de Dallas : John F. Kennedy, bilan d'une présidence — par Edward Behr (21 h 50, ch. 1).

SAMEDI 24

Enquête à Lille, Roubaix, Paris, etc. : « La ville, pour quoi faire ? » (19 h 40, ch. 3).

Dans la série La caméra explore le temps : « L'affaire Ledru » (20 h 35, ch. 1).

DIMANCHE 25

Affairisme et haine raciale : « Que vienne la nuit », un film de Preminger (20 h 50, ch. 1).

L'homme moyen des années 20 dans la grande ville sans âme : « La foule », de King Vidor, à Ciné-Club (22 h 35, ch. 2).

LUNDI 26

Une petite ville de province bouleversée par des lettres anonymes : « Le Corbeau », de Clouzot — novation dans le cinéma français des années quarante (14 h 25, ch. 1).

Mentir aux malades condamnés ? « Rak », un film de Charles Belmont (20 h 40, ch. 3).

MARDI 27

Aux Dossiers de l'écran, « Le destin excécrable de Guillemette Babin » et un débat sur la sorcellerie avec l'historien Robert Mandrou (20 h 35, ch. 2).

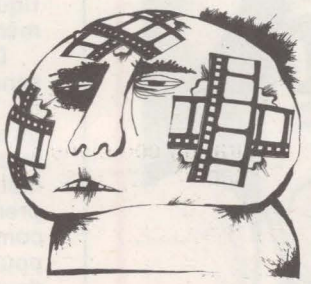
Une émission de Jean-Marie Coldefy : manquerons-nous bientôt d'eau potable ? (21 h 05, ch. 1).

MERCREDI 28

Peron, Duvalier, Castro, Guevara, Régis Debray, Allende, Camille Torres : l'Amérique latine 1945-1970 dans une émission d'Henri de Turenne (20 h 40, ch. 3).

JEUDI 29

Qu'est-ce que l'homosexualité ? La médicale de Barrère - Desgraupes - Lalou (22 h 05, ch. 1).



Cinéma

*** Michael Apted : Triple Echo.**

Une fermière du Yorkshire déguise en femme son déserteur d'amant. Un sergent viril et têtu comme un cafard de caserne se fait un point d'honneur de séduire la « donzelle ». Et le jeune réalisateur anglais Michael Apted marche au pas avec une diable d'habileté, évitant ridicule et scabreux.

*** Bo Wideberg : Le quartier du corbeau.**

Déboires d'un écrivain prolétaire dans la Suède de 1936. Misérabilisme, sentimentalisme, mais un sens aigu de l'observation sociale et une sincérité due sans doute à la part autobiographique du film. L'antithèse de Bergman.

*** Claude Jannel : Le Chili d'Allende.**

Les programmes Connaissance du monde échappe parfois au touristico-folklorisme. A preuve ce film de Claude Jannel — auteur déjà d'un long métrage sur Cuba — sur le Chili de l'Unité populaire, réalisé pendant les années 1971 - 72 - 73 (à la salle Pleyel, les 24 et 25 novembre).

*** Cycle Amérique latine, au Théâtre des Amandiers, à Nanterre.**

Vendredi 20 h 30, le Chili : « Brigades Ramona Para » anonyme, « Portrait de Pablo Neruda » (Charlin), « Dialogue avec l'Amérique » (Covacevich), « Allende » (Régis Debray), « Chili, septembre 1973 » (Muel et Robichet). Samedi 20 h 30, le Brésil : « L'arbalète » (Muniz), « La sucrerie » et « La maison de la farine » (Sarno), « Saint-Bernard » (Hirzman). Dimanche 15 h, Cuba : « Au temps du jeune Marti » (Massip) et « D'Amérique je suis le fils » (Alvarez).



Livres

POESIE

*** Pablo Neruda : Incitation au Nixonicide et éloge de la Révolution chilienne (Editeurs français réunis).**

« Contre les ennemis de mon peuple ma chanson est offensive et dure comme la pierre araucane », disait Neruda en présentant ce dernier livre, en janvier 1973.

POLITIQUE

*** Ahmed : Une vie d'Algérien, est-ce que ça fait un livre que les gens vont lire ? (Le Seuil).**

Réponse : oui. Et un vrai livre. Le récit d'un homme déchiré : en France, il subit le racisme ; en Algérie, il est interdit de séjour...

HISTOIRE

*** Léon Trotski : Comment vaincre le fascisme (Buchet-Chastel).**

Un document important où se trouvent rassemblés tous les textes sur l'Allemagne d'avant Hitler. Le danger était proche... La lucidité de Trotski étonne encore aujourd'hui.

ROMANS

*** Claude Breuer : Le bon débarras (Grasset).**

Si Cendrars avait été Canadien, il se serait sans doute débarrassé de son passé de cette manière...

*** Christian Charrière : Mayapura (Fayard).**

Mayapura. C'est la ville rêvée, légendaire, qu'on n'atteint jamais. Mayapura n'existe pas. Peu importe. C'est sa quête qui est primordiale.

*** Bernard Pingaud : L'imparfait (Gallimard).**

Un écrivain part à la recherche de sa propre écriture. A travers une quinzaine de nouvelles, étalées sur vingt ans.

*** François Delay : Minuit sur les jeux (Gallimard).**

Education sentimentale entre les jardins de la Muette et la plaine Monceau. Une « archéologie » de la sensibilité bourgeoise.

Abonnés arrivés à échéance réabonnez-vous sans tarder

BULLETIN D'ABONNEMENT A L'UNITE

41, Boulevard MAGENTA - Paris 10e

Je soussigné (1).....

Profession .....

Demeurant .....

.....

*désire souscrire un abonnement**

normal de 6 mois à	*50 F* ☐
normal d'un an à	*90 F* ☐
de soutien à	*100 F* ☐
de soutien à	*150 F* ☐
de soutien à	*200 F* ☐

**Cochez la case correspondante*

*Je vous adresse le montant correspondant**

par chèque bancaire ☐
par chèque postal ☐
ou virement au C.C.P. L'Unité 3034980 La Source ☐

Date et Signature

(1) PRIERE D'INDIQUER NOM ET ADRESSE EN LETTRES CAPITALES

Pour les abonnements Etranger, le prix sera indiqué sur demande.

l'unité

Rédaction : 5 rue Viollet-le-Duc
(Paris-9e) Tél. : 878.44.34
Administration : 41 bd de Magenta
(Paris-10e) Tél. : 208.23.50

Directeur général : Pierre Mauroy
Directeur de la rédaction : Claude Estier

REDACTION

Serge Richard (rédacteur en chef), Claude Fuzier, Guy Perrimond, Michèle Backmann, Josette Barbier, Nicolas Brimo, Robert Butheau, Christine Cottin, Daniel Mitrani, Jean Montagnard, Gilberte Muller, Jean-Loup Revérier, Jacqueline Sorret, Maurice Séveno, Antoine Violet.

SECRETAIRE DE REDACTION-MAQUETTES

Nicole Chaillot.

AVEC LA COLLABORATION DE

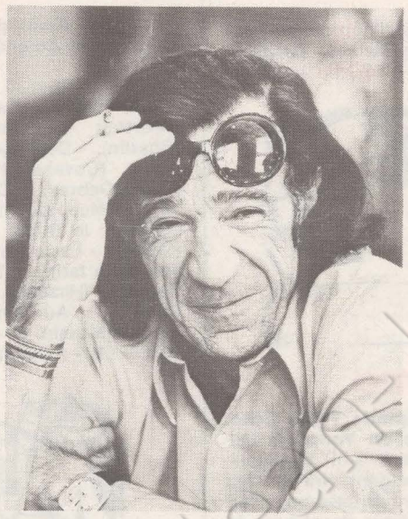
François-Régis Bastide, Pierre Bérégovoy, Roger Bordier, Pierre Bourgeade, Jean-Pierre Chevènement, Georges Conchon, Henri Delisle, Yves Durrieu, Roger Fajardie, Georges Fillioud, Claude Gault, Gérard Jaquet, Lionel Jospin, Pierre Joxe, Emile Loo, François Mitterrand, Didier Motchane, Henri Noguères, Bernard Pingaud, Robert Pontillon, Henri-François Rey, Georges Sarre, Dominique Taddéi.

ADMINISTRATION

Conseiller technique : François de Grossouvre
Secrétaire administrative : Jacqueline Daimé.
Publicité : Régie Publicitaire, 2 rue du Cygne, Paris 1er. Tél. 508.45.00 (Michèle Pancaldi).
Spectacles : France-Lafayette, 10, rue Bleue, Paris 9e. Tél. 523. 10.35 (Jean-Pierre Lemaire).
Directeur de publication : Michel Lecornet.
Société éditrice : Les Nouvelles Editions de l'An 2000.

Imprimerie d'Hebdo-T.C. 76 - Yvetôt.

DE A JUSQU'A Z



par

Henri-François Rey

D COMME DEBRE

On n'a pas assez prêté attention à l'homélie prononcée l'autre jour au Parlement par la vestale de la Cinquième République. A propos d'un incident soulevé par les diverses commissions de l'Assemblée se plaignant que le gouvernement se refusait la plupart du temps à leur communiquer les dossiers essentiels à leur travail, Michel Debré, dans un grand mouvement d'indignation dont il a le secret, déclara en substance ceci : que le gouvernement n'avait pas à communiquer ses dossiers aux commissions, qu'il y avait des secrets d'Etat et d'administration qu'il fallait préserver, et que renseigner exactement les commissaires, c'était, ô sainte horreur, revenir au régime d'Assemblée. On croit rêver.

En somme, Debré, dans sa naïveté, vient de définir tout haut la politique constante de la Cinquième République : tenir le Parlement pour quantité négligeable, et les parlementaires pour des emmerdeurs qui se mêlent obstinément de ce qui ne les regarde pas. En d'autres termes, l'élu du peuple doit se contenter de siéger, plus ou moins, pendant six mois, et de déterminer son vote sur des dossiers de loi dont il n'a pas à connaître.

Un tel langage n'est certes pas nouveau. Il fut tenu, à quelques termes près, par Mussolini devant la Chambre des Corporations italienne tout au début du fascisme. Il fut tenu pendant quarante ans, implicitement, par le bon Dr Salazar. Bref, il fut celui de tous les régimes fascistes et fascisants.

Merci, Monsieur Debré, d'avoir annoncé la couleur, d'avoir abattu les cartes. Nous savions déjà tout cela, mais maintenant la « philosophie parlementaire » du régime a été, par la bouche de son chantre, officialisée.

G COMME GUERRE

Il est troublant de lire, comme je viens de le faire, un article assimilant l'ignoble marchandage d'Eichmann en 1944, tendant à échanger un million de Juifs contre 10 000 camions et autres produits essentiels, à la déclaration commune de l'Europe des Neuf condamnant implicitement Israël. Quel amalgame, quelle prise de position passionnelle, quelle confusion !

Comme tout le monde, et hélas depuis des années, je m'interroge sur Israël tout autant que sur les Arabes, et j'essaie, je dois le dire désespérément, de me faire comme on dit une idée. Ma génération est certes sensibilisée au problème juif et, en 1948, la naissance de l'Etat d'Israël fut pour moi la victoire de la générosité et de l'humanité. Et puis, il y a l'Histoire que nous connaissons. Le refus des Arabes du fait israélien. Et, parallèlement, l'incroyable injustice faite aux Palestiniens. Il y a eu quatre guerres, toutes aussi stupides et monstrueuses que les autres. Et il y a eu finalement le spectacle de peuples antagonistes, qui n'avaient plus de réactions dirigées par l'intelligence, mais par leur seule passion. Et, au-delà, deux superpuissances, toujours les mêmes, téléguidant les uns les Arabes, les autres les Juifs, pour le seul service de leur intérêt. Maintenant, à l'instant où, peut-être, il y a possibilité de négociation, il faut surtout et avant tout dépassionner le débat. Surtout et avant tout, nous autres qui sommes loin de la guerre, avoir l'humilité et la sagesse de ne prendre parti ni pour l'un ni pour l'autre, en se référant à cette base essentielle : retour d'Israël à ses frontières de 1967, reconnaissance par tous les pays arabes de l'Etat juif, reconnaissance du fait palestinien. A partir de cela seul, on peut négocier.

Vous me direz que c'est le texte même, ou à peu près, de la déclaration de l'Europe des Neuf. Et alors ? Vous me répondrez que ledit texte ne fut élaboré que par crainte d'une crise pétrolière. Et alors ? Et nous voilà au cœur même du problème. Imaginons que, par suite d'un choix passionnel de l'Europe, les 260 millions d'habitants qu'elle comporte soient soudain privés de ressources énergétiques. Cela signifierait tout simplement récession, chômage. Alors, en toute bonne foi, pensez-vous que l'énorme masse des travailleurs soit disposée à cela ? Imaginez-vous quelque gouvernement, aussi incapable soit-il, décidé à se placer dans une telle position ? Parce qu'en vérité, ce n'est pas parce que l'Europe manquera ou ne manquera pas de pétrole que se résoudra ou ne se résoudra pas le problème israélo-arabe. Il est hélas ailleurs, le problème. Depuis la dernière guerre, l'Europe avait un gendarme : l'Amérique. Depuis deux mois, elle en a deux : la même Amérique et l'U.r.s.s.

Désormais, le reste du monde, pris en sandwich, va vivre en état de dépendance et de colonisation d'autant plus écrasante qu'elle sera économique. Désormais... à moins que. Et ici je rêve, parce que c'est mon métier de rêver. A moins que l'Europe ne prenne enfin conscience qu'elle est une communauté, et puissante. A moins que, pour contrebalancer le poids écrasant des deux gendarmes, elle ne s'allie et s'associe avec la Chine. En somme, d'un côté deux gendarmes associés, mais qui n'hésitent pas à se tirer dans les pattes ; de l'autre deux arbitres, tout à fait capables par leur puissance de contrecarrer les aberrations, les foucades, les lubies, les appétits, les humeurs des deux gendarmes dont nous savons depuis longtemps ce qu'ils valent. Un rêve comme un autre. Pas plus fou qu'un autre.

Mais le rêve est loin d'être réalité. La réalité c'est : préserver à tout prix l'existence d'Israël, lui assurer un avenir heureux, persuader les Arabes que c'est là l'unique solution. Et servir cette réalité avec froideur, lucidité et rigueur, et ne pas écrire qu'on vient d'échanger les Juifs contre le pétrole.

M COMME MODE

Lorsque les imbéciles ne comprennent plus rien au phénomène nouveau de leur époque, ils se mettent à crier qu'il s'agit de mode. Dans leur esprit, engouement loufoque qui doit passer comme le café de madame de Sévigné. Alors que le phénomène mode est justement l'expression sociologique du moment. Il ne se passe pas de semaine, pas de jour que je ne lise et n'entende que la pollution est une mode, l'écologie une mode, la schizophrénie une mode, tout autant que la liberté sexuelle, la libération des femmes, la contraception, la contestation... Et j'en passe. A croire que ces aveugles radoteurs n'ont jamais vécu dans une cité polluée, jamais remarqué le massacre systématique de la nature, jamais entendu parler des asiles psychiatriques transformés en bagnes, jamais constaté que la majorité des femmes en 1973 étaient encore citoyennes de second degré, jamais fait d'enfant à leur petite amie qui n'en voulait pas.

Il ne faut plus en douter, chaque fois qu'un soi-disant penseur écrit, à propos d'un phénomène révélateur de notre époque, qu'il s'agit d'une mode : c'est un réactionnaire.

François Mitterrand qui se trouve en Yougoslavie à la tête d'une délégation du Parti socialiste n'a pu nous donner cette semaine sa chronique « Ma part de vérité ».